



CEA DE GRENOBLE
DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCTION DU R+1
DU BATIMENT D1 – **PHASE 2B**



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
LOT DESAMIANPAGE ET DECONSTRUCTION

Version	Date	Rédacteur	Visa	Vérificateur	Visa
V01	08/09/25	Éric LAIDEBEUR			
V02	11/09/25	Éric LAIDEBEUR			

Sommaire

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1.	ORIGINE DU BESOIN.....	4
1.2.	SITUATION DU BATIMENT CONCERNE PAR L'OPERATION	4
1.3.	OBJECTIF DES TRAVAUX PREVUS SUR LE BATIMENT D1	4
1.4.	LES DIFFERENTES PHASES DE TRAVAUX PREVUS SUR LE BATIMENT D1	5
1.5.	PERIMETRE DE LA ZONE DE TRAVAUX.....	6
1.6.	PRESENTATION DES TRAVAUX DE LA PHASE 2B	8
1.6.1.	La Tranche Ferme de la phase 2B :	8
1.6.2.	La Tranche Optionnelle 1 de la phase 2B (Traitement des MPCA et plomb du local 105):.....	9
1.6.3.	La Tranche Optionnelle 2 de la phase 2B (Curage des sanitaires du R+1):	10
2.	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	11
2.1.	SYNTHESE DES PRESTATIONS COMPRISES DANS LE CADRE DU MARCHE	11
2.2.	CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL.....	12
2.3.	MODES OPERATOIRES ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'OPERATION.....	12
2.4.	CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE.....	12
3.	ORGANISATION DE L'OPERATION	13
3.1.	PERIODE DE PREPARATION.....	13
3.2.	REUNIONS DE CHANTIER.....	13
3.3.	ORGANISATION DE L'EVALUATION DES RISQUES DE L'OPERATION	13
3.3.1.	Dispositions générales	13
3.3.2.	Visite – Inspection du site	14
3.3.3.	Inspection commune	14
3.3.4.	Evaluation spécifique des risques de l'opération	14
3.3.5.	Rédaction et transmission du PPSPS	14
3.4.	GESTION DES RESEAUX.....	15
3.4.1.	Demande des DICT.....	15
3.4.2.	Consignations, coupures et dévoiement des réseaux.....	15
3.4.3.	Vérification d'absence de tension (VAT)	15
4.	TRAVAUX PREPARATOIRES	16
4.1.	PREALABLES A L'INTERVENTION.....	16
4.1.1.	Etat des lieux – Constat des dégradations	16
4.2.	INSTALLATIONS DE CHANTIER – BASE VIE.....	16
4.2.1.	Clôtures – Affichage réglementaire	16
4.2.2.	Gestion des accès - Gardiennage	16
4.2.3.	Base vie – Stationnement – Stockage matériel	16
4.2.4.	Circulation du personnel pour accès au R+1	18
4.2.5.	Circulation du personnel pour accès à la pièce 105 au Rdc.....	19
4.3.	MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES DE CHANTIER	20
4.4.	CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER	20
4.5.	INSTALLATION DES MOYENS D'ACCES AU R+1	21
4.6.	CREATION D'UNE OUVERTURE AU NIVEAU R+1	21
4.7.	ISOLEMENT DE LA ZONE DE CHANTIER.....	22
5.	DESAMANTAGE	23
5.1.	ETUDES SPECIFIQUES AU TRAITEMENT DE L'AMIANTE.....	23
5.2.	PLANS D'EXECUTION – ETUDES ANNEXES	23



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 /
GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

5.3.	REDACTION ET TRANSMISSION PLAN DE RETRAIT	23
5.4.	ETATS INITIAUX	24
5.5.	VERIFICATIONS PREALABLES	24
5.6.	RETRAIT DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE	25
5.6.1.	Détail des travaux à réaliser – Tranche ferme	25
5.6.1.1.	Synthèse des produits et des matériaux contenant de l'amiante	25
5.6.1.2.	Contraintes particulières relatives au traitement du local 225	26
5.6.2.	Travaux de désamiantage correspondants à la Tranche Optionnelle 1	27
5.6.3.	Moyens de protections collectives	27
5.6.4.	Installation de chantier et phasage des travaux :	27
5.6.5.	SITUATION DES MATERIAUX A DEPOSER.....	29
5.7.	PROGRAMME ET MODALITES DE MESURAGE DES EMPOUSSIEREMENTS	33
5.8.	POINTS D'ARRET.....	34
5.8.1.	Point d'Arrêt Isolement PAI.....	34
5.8.2.	Point d'Arrêt Confinement PACI.....	34
5.8.3.	Point d'Arrêt Déconfinement PAD – INSPECTION VISUELLE	35
5.9.	GESTION DES DECHETS	37
6.	DEPLOMBAGE.....	38
6.1.	ETUDES SPECIFIQUES AU TRAITEMENT DU PLOMB	38
6.2.	PREPARATION.....	38
6.3.	RETRAIT DES MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB	38
6.3.1.	Travaux de déplombage correspondant à la Tranche Ferme	38
6.3.2.	Travaux de déplombage correspondant à la Tranche Optionnelle 1	39
6.3.3.	SITUATION DES MATERIAUX A DEPOSER.....	40
	Situation des matériaux de la Tranche Ferme	40
	Situation des matériaux de la Tranche Optionnelle 1	41
6.3.4.	prevention de l'exposition professionnelle au plomb	42
6.3.5.	MODE D'INTERVENTION.....	42
6.3.6.	CONTROLE DE L'EXPOSITION.....	42
6.4.	GESTION DES DECHETS	42
7.	DECONSTRUCTION - CURAGE.....	43
7.1.	LES TRAVAUX DE DECONSTRUCTION.....	43
7.1.1.	Zone Bureaux – Aile Chartreuse	43
7.1.2.	Zone Bureaux – Aile VERCORS	44
7.1.3.	Zone CIRCULATIONS – AILE CHARTREUSE	45
7.1.4.	Zone CIRCULATIONS – AILE VERCORS	46
7.1.5.	Zone LOCAL 225.....	47
7.1.6.	Zone SANITAIRES - OPTION	47
7.1.7.	Contraintes particulières relatives au traitement des sanitaires :	48
7.2.	LA GESTION DES DECHETS	48
7.3.	INSTALLATION DE LA ZONE DEDIEE AUX TRAVAUX DE CURAGE	48
8.	RECEPTION – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	50
8.1.	RECEPTION	50
8.2.	DOE – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX.....	50

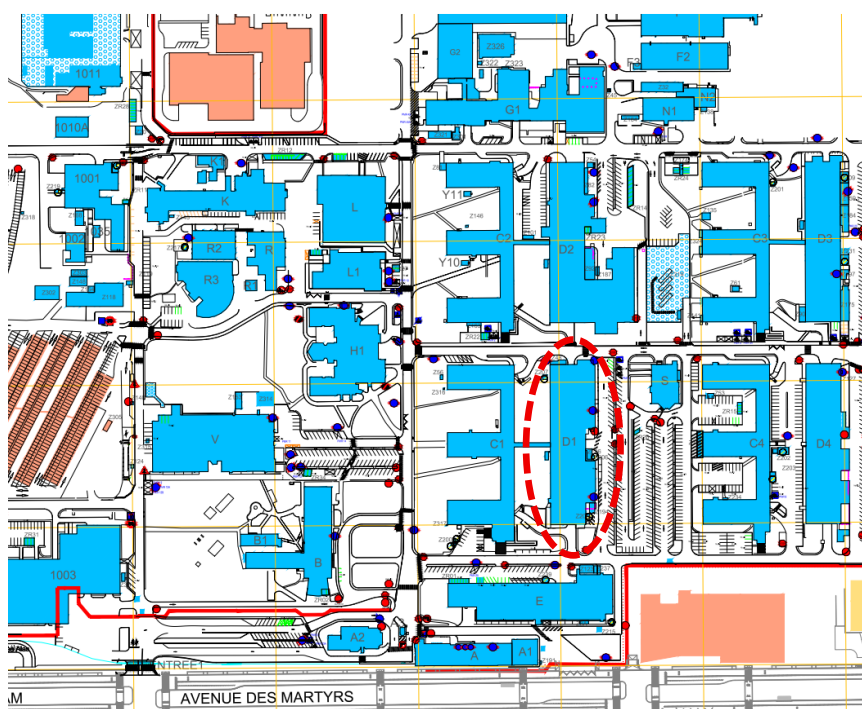
1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. ORIGINE DU BESOIN

Le bâtiment D1 date de 1957 et n'a fait l'objet que de peu de rénovations :

- Peu performant thermiquement et très énergivore
- Soumis à des fuites d'eau récurrentes, régulières, avec des conséquences financières parfois très lourdes
- Bâtiment comportant de nombreux matériaux amiantés
- Bureaux : vieillissants, peu confortables notamment thermiquement, non ventilés

1.2. SITUATION DU BATIMENT CONCERNE PAR L'OPERATION



1.3. OBJECTIF DES TRAVAUX PREVUS SUR LE BATIMENT D1

Opération relative au Plan de Relance qui consiste en :

- La rénovation et l'isolation de l'enveloppe du D1 (3 façades et toiture des bureaux) avec une optimisation chiffrée des performances énergétiques du bâtiment
- La suppression des fuites liées aux de pluie,
- Le réaménagement des bureaux du R+2, y compris leur désamiantage, avec un objectif d'amélioration du confort utilisateur et une optimisation des surfaces.

Opération relative au Réaménagement partiel du R+1 qui consiste en :

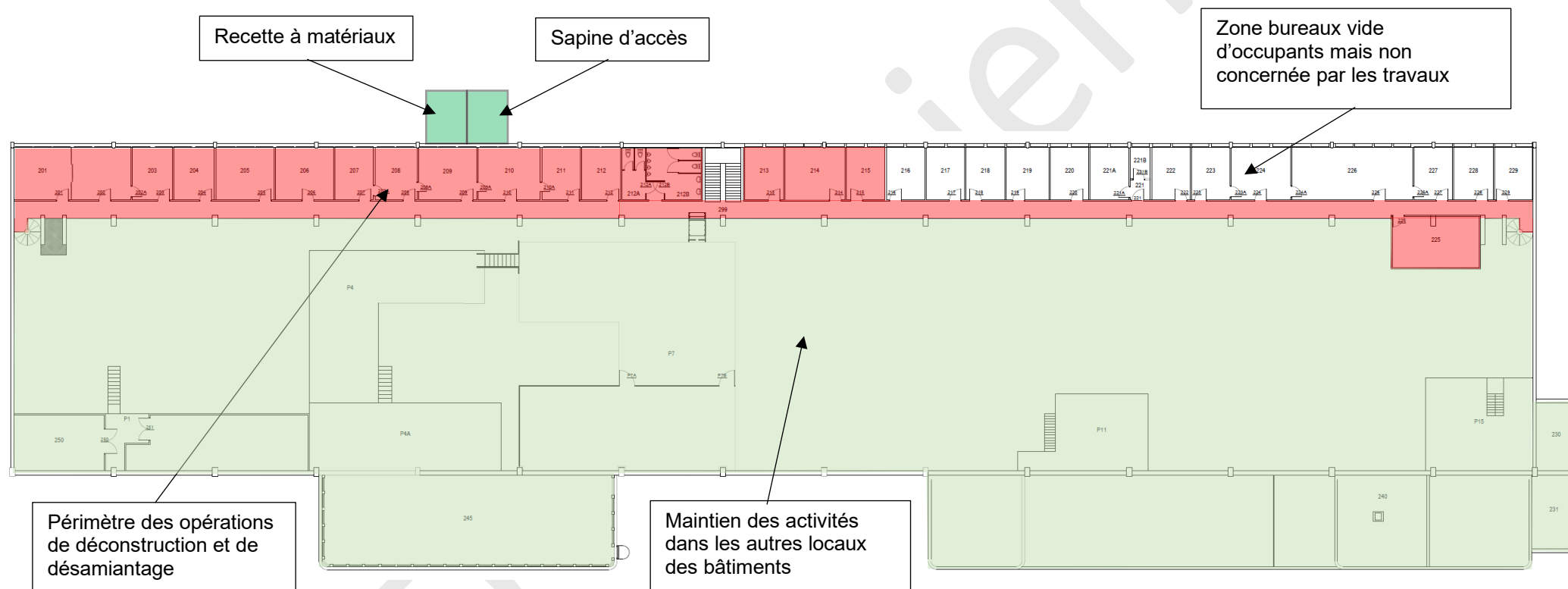
- **Démolition et désamiantage partiels, objet du présent cahier des charges**

1.4. LES DIFFERENTES PHASES DE TRAVAUX PREVUS SUR LE BATIMENT D1

Les travaux ont été scindés en plusieurs phases dont le détail est présenté ci-dessous :

- PHASE 1A: R+2 : Déposes / Dévoiements / Travaux préalables à la phase 2A
- PHASE 2A : R+2 : Désamiantage / Démolition / Mise à nu du R+2
- PHASE 3A: Travaux d'enveloppe du bâtiment D1 et réaménagement du R+2
- PHASE 1B : R+1 : Déposes / Dévoiements / Travaux préalables à la phase 2B
- **PHASE 2B : R+1 : Désamiantage / Démolition d'une partie du R+1, objet du présent cahier des charges**
- PHASE 3B : Réaménagement partiel du R+1

1.5. PERIMETRE DE LA ZONE DE TRAVAUX

Niveau R+1



ingénierie

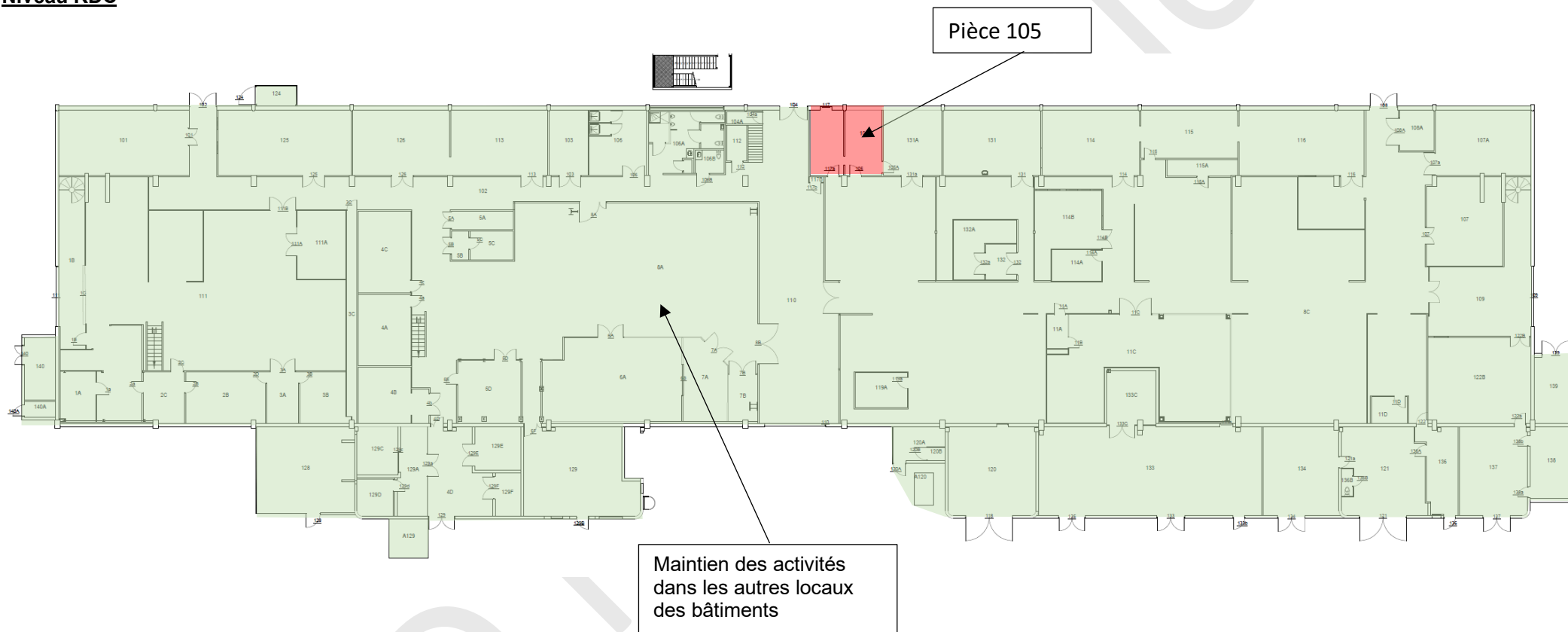
affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 / GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

Niveau RDC



1.6. PRESENTATION DES TRAVAUX DE LA PHASE 2B

Il s'agit de procéder au désamiantage et au curage d'une partie des locaux du R+1 et du local 105 au RdC (si affermissement de la TO1) pour permettre les travaux de réaménagement (phase 3B).

Le marché est composé d'une Tranche Ferme et de 2 Tranche Optionnelles

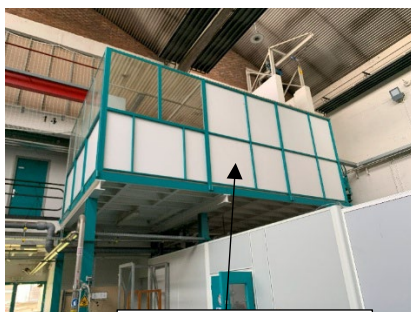
1.6.1. La Tranche Ferme de la phase 2B :

Pour la partie désamiantage :

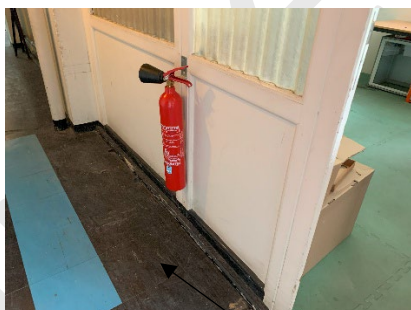
- Traitement de l'ensemble des MPCA présents dans le périmètre des travaux au R+1 du bâtiment sur la base des RAAT joints au dossier de consultation.



Cloisons en
amiante ciment à
traiter



Parois amiante
ciment à traiter



Traitement des dalles et
colles et ragréages de sol
amiantés



Plaques amiante
ciment sur plafond des
sanitaires



**Le traitement des plaques amiante
ciment présentes au niveau de la
cage d'escalier NE FAIT PAS
PARTIE DE LA PRESENTE
CONSULTATION**

Pour la partie déplombage :

- Dépose d'une partie du garde-corps (travées 1 à 6 + partie présente devant local 225) et dépose / repose de la lisse basse sur l'autre partie (travées 7 à 15).



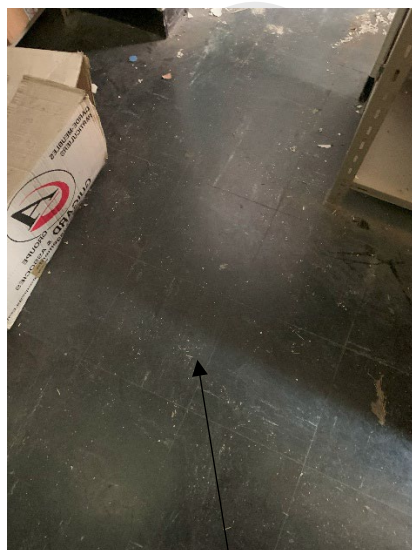
Garde-corps revêtu de peinture plomb

Pour la partie curage :

- Curage complet au R+1 de l'aile côté Chartreuse (hormis la zone sanitaire qui fait l'objet d'une des 2 tranches optionnelles).
- Curage partiel au R+1 de l'aile côté Vercors (bureaux 213, 214, 215)

1.6.2. La Tranche Optionnelle 1 de la phase 2B (Traitement des MPCA et plomb du local 105):

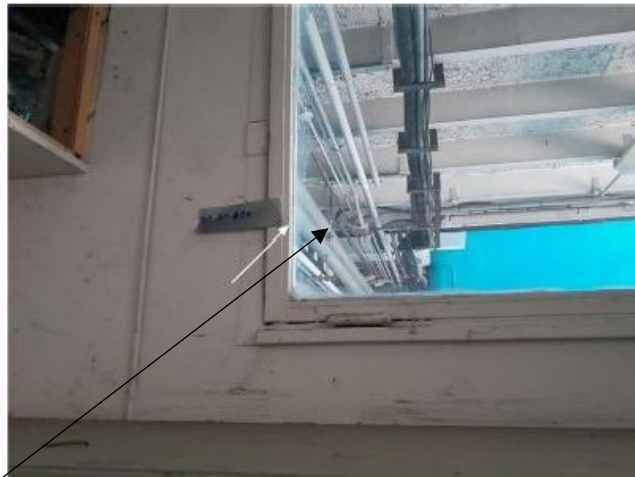
La Tranche Optionnelle 1 a pour objectif le traitement des matériaux amiantés présents dans le local 105



Dalles de sol, colle et ragréage à traiter



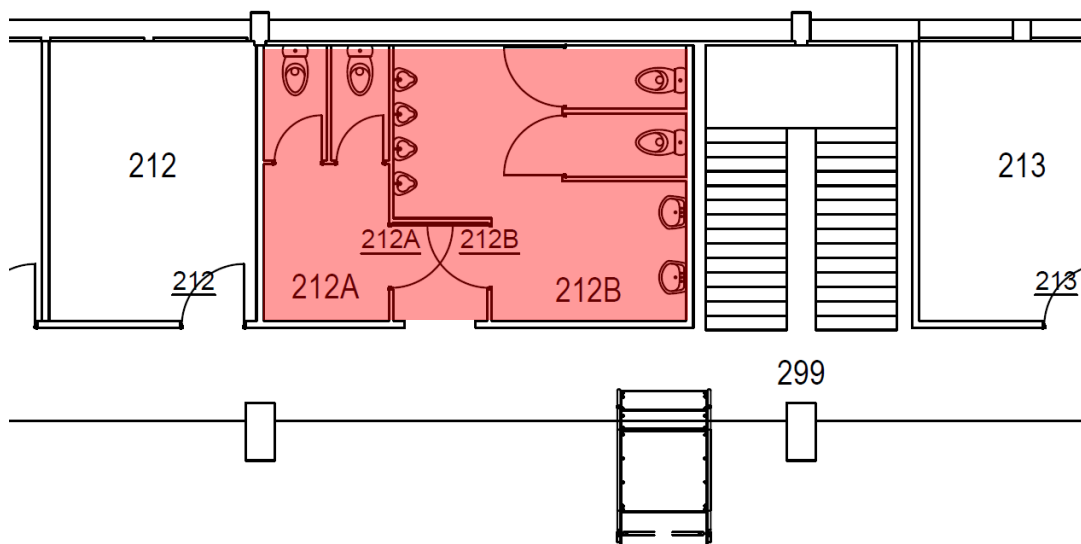
Panneaux en plaques amiante ciment à traiter



Traitement du mastic vitrier (porte et fenêtres revêtues de peinture au plomb.
Traitement à prévoir par dépose et évacuation

1.6.3. La Tranche Optionnelle 2 de la phase 2B (Curage des sanitaires du R+1):

La Tranche Optionnelle 2 a pour objectif le curage complet des sanitaires du R+1 (sauf murs périphériques qui seront laissés en place).





ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 / GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

2. PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1. SYNTHESE DES PRESTATIONS COMPRISES DANS LE CADRE DU MARCHE

Les prestations à la charge de l'entreprise comprennent la mise en œuvre du matériel, du personnel et des fournitures nécessaires à la bonne réalisation des travaux de désamiantage, déplombage, déconstruction, de gestion et d'évacuation des déchets tels que décrits dans le présent cahier des charges.

L'entrepreneur doit tenir compte des contraintes propres au site CEA de GRENOBLE.

Elles comprennent la prise en compte de l'ensemble des dispositions normatives et réglementaires en vigueur.

Avant tout commencement de travaux, l'entreprise est tenue de vérifier l'état des lieux, les aplombs des ouvrages existants, les côtes des dessins et de signaler sans délai toutes erreurs ou omissions qu'elles pourraient relever, toutes difficultés qu'elle pourrait prévoir, en sus de celles mentionnées dans le présent dossier.

L'énumération et la description des travaux indiquées au présent dossier, pour aussi précises qu'elles soient, ne peuvent être considérées comme définitives. Il appartient à l'entreprise d'envisager et d'exécuter tous les ouvrages relevant de son art et nécessaires à un parfait et complet achèvement des travaux, y compris ceux dont il ne serait pas fait explicitement mention dans les pièces du marché, dans la mesure où ces ouvrages sont nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des travaux à réaliser ou au respect de la sécurité de l'environnement.

Il est rappelé que l'entreprise ne pourra se prévaloir d'oublis, d'incompréhensions, d'erreurs ou d'omissions à l'appui d'une demande de supplément de prix : elle est réputée avoir fait état de telles constatations avant remise de son offre.

En aucun cas l'entreprise ne pourra se prévaloir après la passation de son marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages, ni de tous les éléments locaux tels que moyens d'accès, conditions climatiques et tout autre clause en relation directe avec l'exécution des travaux.

Les sondages de reconnaissances autant que nécessaires que les entreprises ont pu être amenées à effectuer sont compris dans les prix des diverses prestations.

Les adaptations que les entreprises pourraient être amenées à proposer du fait de leurs observations sont également prises en compte dans le forfait.

Les travaux porteront sur :

- Les installations spécifiques pour les travaux de désamiantage : installations de décontamination du personnel et du matériel, groupe électrogène de secours, moyens de manutention, comptage et alimentation en eau et en électricité, rejet des eaux usées, l'éclairage des zones de travail...
- L'installation des moyens d'accès et de protection pour traitement du local 225 (**nacelle, garde-corps, échafaudages**).
- Les installations spécifiques pour les travaux de déplombage : installations de décontamination du personnel et du matériel, groupe électrogène de secours, moyens de manutention, comptage et alimentation en eau et en électricité, rejet des eaux usées, l'éclairage des zones de travail...
- L'installation spécifique pour le chantier de curage : comptage et alimentation en eau et en électricité, rejet des eaux usées, l'éclairage des zones de travail.
- La mise en place des protections nécessaires aux travaux de déconstruction (protections des ouvrages et des réseaux conservés).
- Le traitement de l'ensemble des MPCA présents dans le périmètre des travaux (revêtements de sol, colles et ragréage, cloisons en amiante ciment, plaques en amiante ciment, mastics vitriers), y compris la gestion de tous les déchets en découlant.
- Le traitement d'une partie du garde-corps du R+1, avec peinture au plomb, ainsi que la lisse basse sur l'autre partie du garde-corps, le traitement des dormant et ouvrants des portes et fenêtres du local 105, compris gestion de tous les déchets en découlant.
- Le pré curage des bâtiments (destiné à faciliter les interventions de désamiantage et de déplombage avec tri sélectif y compris la gestion de tous les déchets en découlant,
- Le curage des locaux (comprenant le traitement des éléments de second œuvre) du bâtiment avec tri sélectif, y compris la gestion de tous les déchets en découlant selon les prescriptions du présent CCTP,

Seront également à la charge de l'Entreprise :

- Les études d'exécution et procédures nécessaires à la préparation et au bon déroulement du chantier.



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 /
GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

- Les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (non concerné par l'opération) ainsi que le contrôle des PV de coupure et de consignation avant démarrage des travaux.
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé.
- Les Vérifications d'Absence de Tension avant intervention sur les réseaux électriques
- Le raccordement de l'électricité et de l'eau (depuis les points de branchement mis en place par le CEA) nécessaires au chantier, et ceci pendant toute la durée du chantier (démarches administratives, mise en place de comptage, branchements, contrôle réglementaire par bureau de contrôle habilité, entretien, remise en état).
- La mise en place d'une astreinte et la demande des accès HNO, de sorte que, en cas d'évènement imprévu résultant de l'activité du chantier de désamiantage et susceptible de mettre en danger des personnes ou des biens, ou d'occasionner une nuisance majeure pour les riverains ou d'atteinte à l'environnement, à tout moment et notamment en période de fermeture du chantier, le MOA ou le MOE puisse contacter un responsable de l'entreprise pour faire effectuer les travaux de réparation ou prendre les mesures conservatoires qui s'imposent.
- La gestion de tous les effluents produits,
- **Les installations de chantier réglementaires, y compris clôtures, signalisation et pose des panneaux de chantier. A noter que le MOA met à disposition une base vie ainsi qu'une zone chantier clôturée. Mise en place également par le MOA des moyens d'accès (sapine d'accès avec barrière éclose et création d'un accès au R+1). Ces installations devront être conservées dans leur état d'origine. Un état des lieux sera réalisé avant et après intervention de l'entreprise.**
- La réalisation d'un état des lieux contradictoire des locaux adjacents, des voiries et des abords. Un état des lieux sera réalisé avant démarrage des travaux. Un second sera réalisé après repli complet du matériel et des installations de l'entreprise.
- La remise en état en cas de dégradation constatée,
- Toutes autres démarches administratives nécessaires à ses travaux, suivant la méthodologie qu'elle souhaite mettre en œuvre,
- Les mesures de contrôle d'empoussièrement réglementaires et normatives lors des travaux de désamiantage y compris **mesures spécifiquement demandées par le CEA pour l'opération,**
- La gestion et la fourniture au maître d'ouvrage des Bordereaux de Suivis de Déchets (BSD et BSDA),
- Le nettoyage du site, la remise en état en fin de chantier et le retrait des installations de chantier,
- La fourniture du DOE et notamment Rapport de Fin de Travaux

2.2. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

Les travaux sont à réaliser sur le site du CEA de GRENOBLE.

L'intervention des entreprises sur le site est réglementée. L'entreprise devra prendre en compte l'ensemble de ces contraintes pour établir sa proposition technique et financière.

Le site est en activité et l'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des utilisateurs et la continuité des activités. Interdiction de pénétrer dans la halle en activité.

2.3. MODES OPERATOIRES ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'OPERATION

L'entreprise devra produire dans le cadre de son offre un mémoire technique précisant les différents modes opératoires retenus pour la réalisation des travaux, et notamment :

- Les plans d'installation des différentes zones de travail (organisation du phasage et des zones de travail).
- Les moyens d'accès et de protection contre les chutes de hauteur (local 225)
- La description des modes opératoires de traitement des MPCA (processus)
- La description détaillée des opérations de confinement (isolement, protection des surfaces ...).
- La description des moyens humains et matériels affectés à l'opération.
- Ensemble des éléments demandés dans la consultation et permettant de juger l'offre technique du candidat (voir critères de notation détaillés dans la consultation).

2.4. CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE

Les travaux faisant l'objet du présent marché devront être réalisés dans le respect des dispositions réglementaires et normatives en vigueur.

3. ORGANISATION DE L'OPERATION

3.1. PERIODE DE PREPARATION

Pendant la période de préparation, l'Entreprise devra établir et transmettre l'ensemble des études spécifiques à l'opération et plus particulièrement :

- Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé ;
- Mode opératoire pour traitement du garde-corps plombé
- Plan de retrait amiante ;
- Preuve d'envoi et de réception du PDRE aux organismes concernés ;
- Planning d'exécution des travaux précisant l'enchaînement des tâches ;
- Plan d'installation de chantier et un plan de circulation des véhicules ;
- Les copies des CAP et des FID ;
- ...

3.2. REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier auront lieu par principe hebdomadairement sur site, dans la base vie existante. La présence de l'Entrepreneur à ces réunions est obligatoire.

En cas de demande d'une ou plusieurs parties, une réunion particulière pourra être fixée à tout moment, et notamment lors des phases critiques du chantier ou en fonction de l'avancement des travaux.

Un compte-rendu de réunion sera dressé par le Maître d'Œuvre et sera considéré comme approuvé sous 48h00 si aucune remarque n'est formulée par une ou plusieurs des parties concernées.

3.3. ORGANISATION DE L'EVALUATION DES RISQUES DE L'OPERATION

3.3.1. Dispositions générales

Les éléments de sécurité satisfaisant lors des opérations de construction des bâtiments seront conformes à la directive 92/57/CEE du 24/02/92, loi n° 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application 94-1159 du 26/12/94

L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un Plan Général de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).

Toutes les entreprises, y compris celle de V.R.D, devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le chantier sera classé en catégorie 2.

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions et les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des activités avoisinantes.

Tous les matériels et engins utilisés sur le chantier seront munis des sécurités nécessaires.

Toutes les entreprises prendront en compte, dans leurs offres, les frais engendrés par la sécurité.

Les dispositions de sécurité prises pour la construction sont principalement :

- Protections individuelles (Chaussures de sécurité, casques, gants, harnais, tenue de travail couvrante, etc...)
- Protections collectives (garde-corps au droit des trémies et rives de plancher et/ou de terrasses, obturations provisoires des trémies de toute section, filet en bas de pente ou en sous face de structure métallique (charpente), délimitation de périmètre de sécurité lors des phases d'approvisionnement, signal sonore sur les véhicules lors des phases de manœuvre, passerelle sur tranchées, etc... et toutes mesures de sécurité mentionnées au PGCSPS.
- Moyens de levage (grue à tour, grue mobile, treuil, lève-plaques, nacelles, etc...)
- Moyens de transport de charge (transpalettes, chariots, diables, etc...)
- Tous les éléments usuels propres à chaque corps d'état.

Ces recommandations seront reprises et redéfinies par le Coordonnateur SPS dans le cadre de sa mission et suivant l'analyse des dossiers transmis lors des phases d'études et de préparation de chantier.

Un PGCSPS établi par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est joint en annexe de ces pièces conformément à la réglementation en vigueur.

L'application des mesures de sécurité édictées dans le PGCSPS sont applicables dans leur intégralité au titre du marché de travaux dans le cadre de la présente consultation.

3.3.2. Visite – Inspection du site

Une première visite pour inspection du site sera organisée à la suite de la notification de l'entreprise.

Cette visite permettra de recenser l'ensemble des dangers de manières à établir une évaluation des risques spécifique à l'opération.

3.3.3. Inspection commune

L'entreprise devra se rapprocher du coordonnateur SPS pour réaliser la visite d'inspection commune.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non-réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas désigné au moment de la remise des offres :

- L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).
- L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,

REMISE au coordonnateur SPS, à l'issue de la VIC, de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au PGCSPS joint au DCE.

3.3.4. Evaluation spécifique des risques de l'opération

L'entreprise devra réaliser l'évaluation spécifique des risques de l'opération. Cette évaluation des risques devra s'appuyer sur :

- Une analyse critique des documents fournis : rapports de repérages, cahier des clauses techniques et particulières, déclaration d'intention de commencement de travaux, etc. Elle intègre également le retour d'expérience de l'entreprise.

La prise en compte des risques recensés lors de la visite d'inspection du site (circulation, hauteur, risques électriques ou chimiques, manutention, etc.) qui peuvent modifier les contraintes liées à la mise en œuvre des différents modes opératoires.

3.3.5. Rédaction et transmission du PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan est communiqué (R4532-70 et suivants) :

- Au Coordonnateur SPS
- A l'Inspection du Travail
- A la CARSAT
- A l'OPPBTB

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, devra tenir compte des observations résultant de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

3.4. GESTION DES RESEAUX

3.4.1. Demande des DICT

Pour rappel :

En cas de travaux extérieurs au bâtiment l'entreprise devra rédiger et transmettre ses DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux).

Les DICT devront être adressées aux exploitants des réseaux concernés et fournir le plan d'emprise des travaux.

L'objectif est de prévenir tout risque lié aux réseaux enterrés et aériens. L'entreprise fera procéder à l'implantation des différents câbles et canalisations traversant les zones impactées avant démarrage des travaux

Avant chaque déclaration, les intervenants sont tenus de consulter le guichet unique qui permet d'accéder aux coordonnées des exploitants.

3.4.2. Consignations, coupures et dévoiement des réseaux

Les éventuels travaux préalables de consignation, coupure et dévoiement des réseaux seront assurés par le Maître d'Ouvrage avant démarrage des travaux.

Les attestations correspondantes seront transmises à l'entreprise.

L'entreprise devra avoir, en permanence sur le site, un chargé de consignation qui est en mesure de recevoir les attestations de consignations et organiser les VAT.

3.4.3. Vérification d'absence de tension (VAT)

L'entreprise devra réaliser ses VAT avant toute intervention sur des câbles ou équipements électriques.

En cas de découverte de câble sous tension, l'entreprise devra immédiatement suspendre ses travaux sur la zone concernée et avertir sans délai le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre (appel téléphonique et mail).

4. TRAVAUX PREPARATOIRES

4.1. PREALABLES A L'INTERVENTION

4.1.1. Etat des lieux – Constat des dégradations

L'entreprise devra participer aux constats contradictoires des lieux avant et après réalisation des travaux.

Les constats seront accompagnés par un reportage photographique établi par le Maître d'œuvre et transmis aux différentes parties prenantes.

4.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER – BASE VIE

4.2.1. Clôtures – Affichage réglementaire

Les clôtures et portails d'accès seront mis en place par le **lot 1B Déposes / Dévoiements / Travaux préalables**.

L'entreprise devra néanmoins prévoir :

- La mise en place de clôtures grillagées sur plots béton pour délimitation de la zone de stockage des déchets, du groupe électrogène de secours, des extracteurs et des installations de décontamination (si placées en extérieur). Les panneaux seront maintenus entre eux par des colliers de serrage.
- La mise en place de l'affichage réglementaire correspondant à son intervention.

L'entreprise devra procéder au repli du système de barriérage de la zone de stockage des déchets à la fin de son intervention

4.2.2. Gestion des accès - Gardiennage

Gestion des accès :

L'entreprise mettra en place un registre traçant les entrées et sorties du personnel sur le site.

L'entreprise devra également s'assurer que toute personne intervenante sur le site possède une carte d'identité professionnelle (Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics - JORF 23/02/2016) ;

L'accès au chantier sera strictement interdit au public et aux personnes non concernées par les opérations de désamiantage.

L'entreprise devra mettre en place d'un système de condamnation des sas de décontamination permettant l'accès des secours pendant les périodes d'absence de l'entreprise.

4.2.3. Base vie – Stationnement – Stockage matériel

Clôtures de chantier :

Les clôtures de chantier destinées à délimiter l'emprise de la zone chantier seront mises en place par le **lot 1B Déposes / Dévoiements / Travaux préalables**.

L'entreprise devra néanmoins prévoir les clôtures permettant le balisage des installations spécifiques à ses travaux.

Installation de la base vie :

La base vie sera installée par le **lot 1B Déposes / Dévoiements / Travaux préalables**.

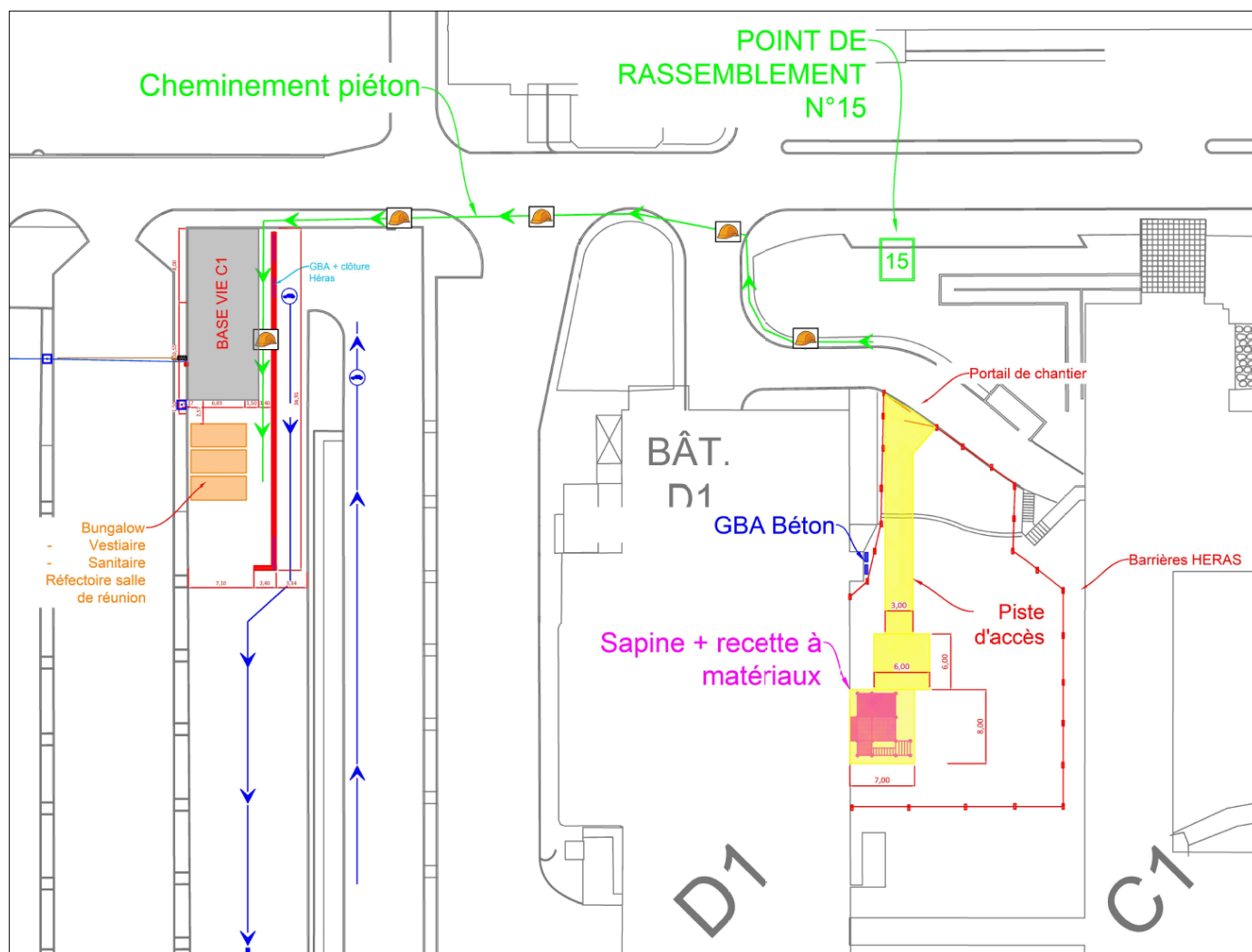
Stationnement des véhicules de l'entreprise :

Utilisation du parking existant au niveau de la base vie.

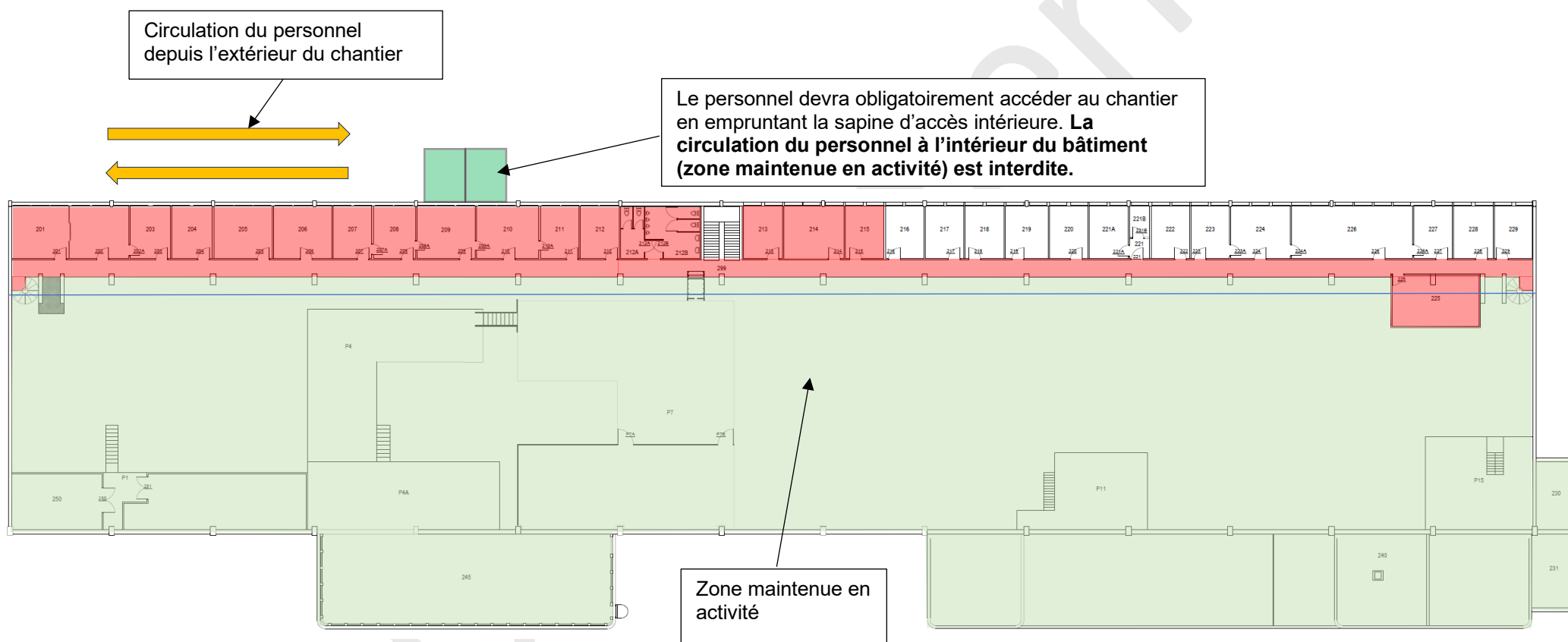
Zone de stockage du matériel et des déchets :

Zone de stockage des déchets à installer dans l'emprise du chantier

L'entreprise devra assurer, en permanence, la fermeture de la zone de stockage des déchets (Clôture de type Heras chaîne et cadenas).

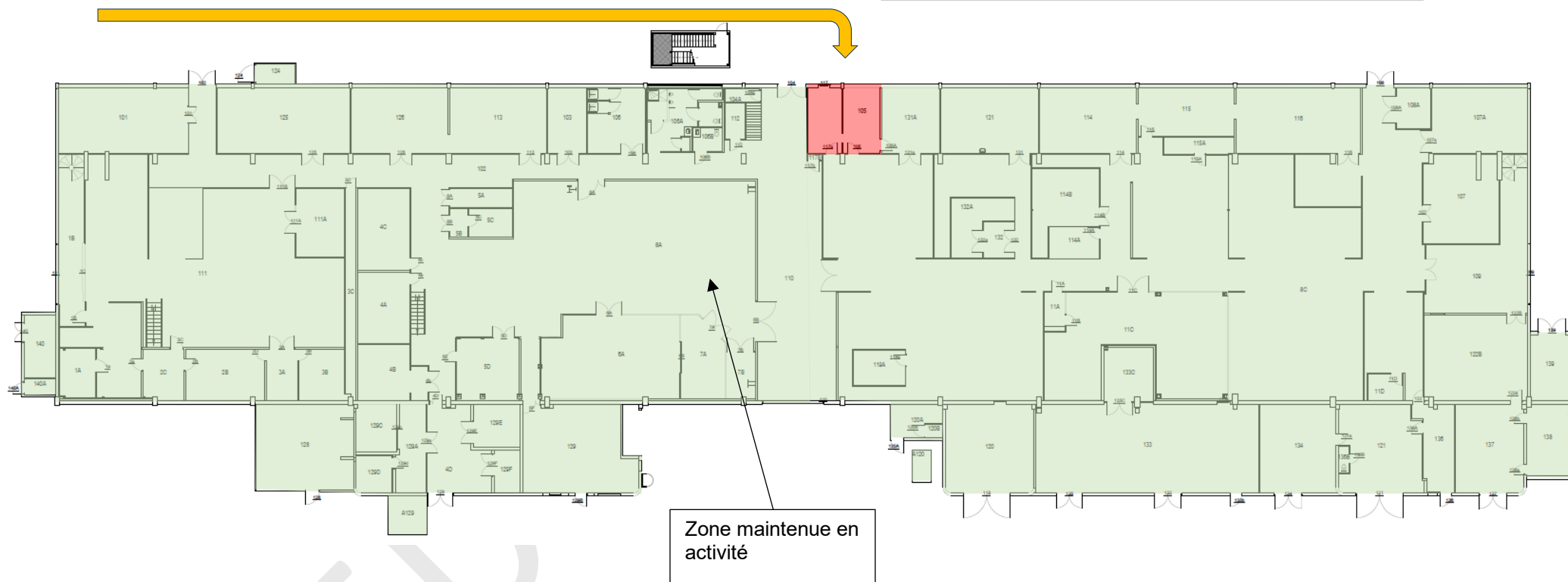


4.2.4. Circulation du personnel pour accès au R+1



4.2.5. Circulation du personnel pour accès à la pièce 105 au Rdc

Le personnel devra obligatoirement accéder au chantier par l'extérieur du bâtiment. **La circulation du personnel à l'intérieur du bâtiment (zone maintenue en activité) est interdite.**



4.3. MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES DE CHANTIER

L'entreprise devra indiquer dans son mémoire technique, la puissance électrique nécessaire à la réalisation de ses travaux.

Deux coffrets sont mis à disposition par le maître d'Ouvrage (1 à l'extérieur du bâtiment, l'autre à l'intérieur au R+1).

L'entreprise devra vérifier que les coffrets mis à disposition correspondent aux besoins du chantier. Le cas échéant l'entreprise devra procéder aux modifications nécessaires.

L'Entreprise aura à sa charge l'ensemble des prestations suivantes :

- Le cas échéant, fourniture et pose d'un coffret principal
- Fourniture et pose de coffrets secondaires pour les nécessités du chantier,
- Fourniture et mise en place d'un groupe électrogène de secours avec inverseur de source,
- Alimentation entre le point de branchement et le coffret principal
- Alimentation entre le coffret principal du chantier, le groupe de secours et les coffrets secondaires, y compris toutes sujétions de cheminement (tranchée, fourreaux, poteaux),

Une vigilance particulière devra être apportée à l'implantation du Groupe Électrogène vis-à-vis du risque incendie (potentiel calorifique, etc.) et vis-à-vis des rejets lorsqu'il est en fonctionnement (prise d'air, etc.).

Ne pas accoler le groupe électrogène au bâtiment.

L'ensemble des installations électriques devra être strictement conforme aux dispositions des articles R4226-1 à R 4226-21 du Code du Travail.

L'Entreprise sera responsable de la bonne tenue et maintenance de ses installations électriques. L'Entreprise aura également à sa charge toute modification nécessaire de l'installation électrique au cours du chantier et la vérification associée par un bureau de contrôles.

4.4. CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER

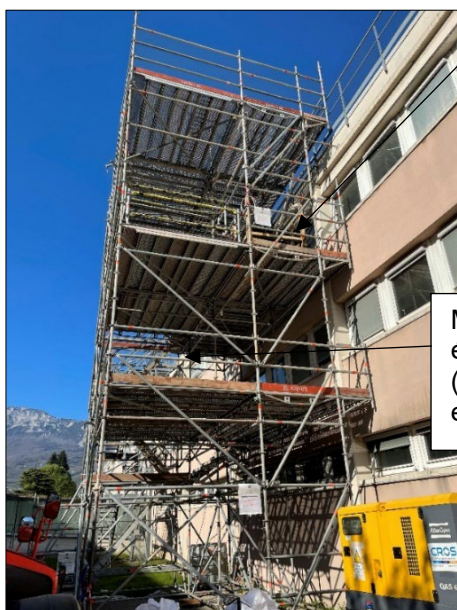
Avant démarrage des travaux, et lors de modifications importantes de l'installation, l'entreprise fera contrôler les installations électriques provisoires de chantier. Les PV seront transmis, dès réception, au Maître d'Ouvrage.

Les vérifications périodiques devront être réalisées par un organisme accrédité.

Les documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier sont : le plan schématique du chantier indiquant notamment les passages des câbles enterrés, le registre de sécurité traçant les interventions, les rapports des vérifications initiales et périodiques, les justifications des travaux et les modifications effectuées afin de remédier aux défauts constatés dans les rapports.

4.5. INSTALLATION DES MOYENS D'ACCES AU R+1

La sapine d'accès et recette à matériaux mise en place pour la phase 2A sera conservée et modifiée pour permettre les travaux de la phase 2B. (**prestation à la charge du lot 1B**)

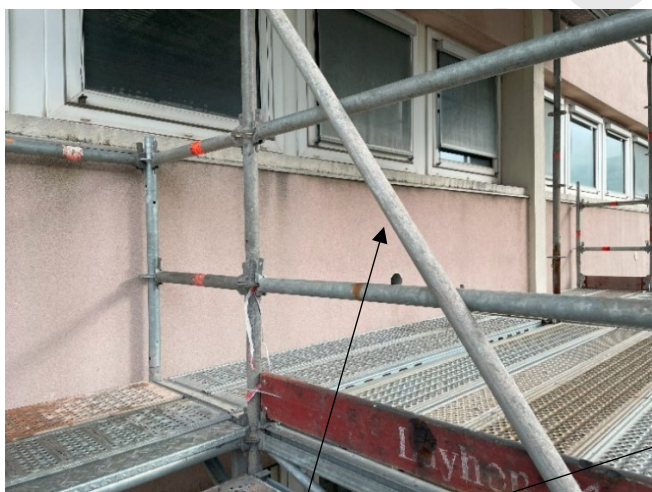


Sapine d'accès et
recette à matériaux

Mise en place d'une barrière
écluse au niveau R+1
(conservation de la barrière écluse
existante au R+2)

4.6. CREATION D'UNE OUVERTURE AU NIVEAU R+1

Création d'un accès au R+1 à la zone de chantier depuis la sapine d'accès existante.

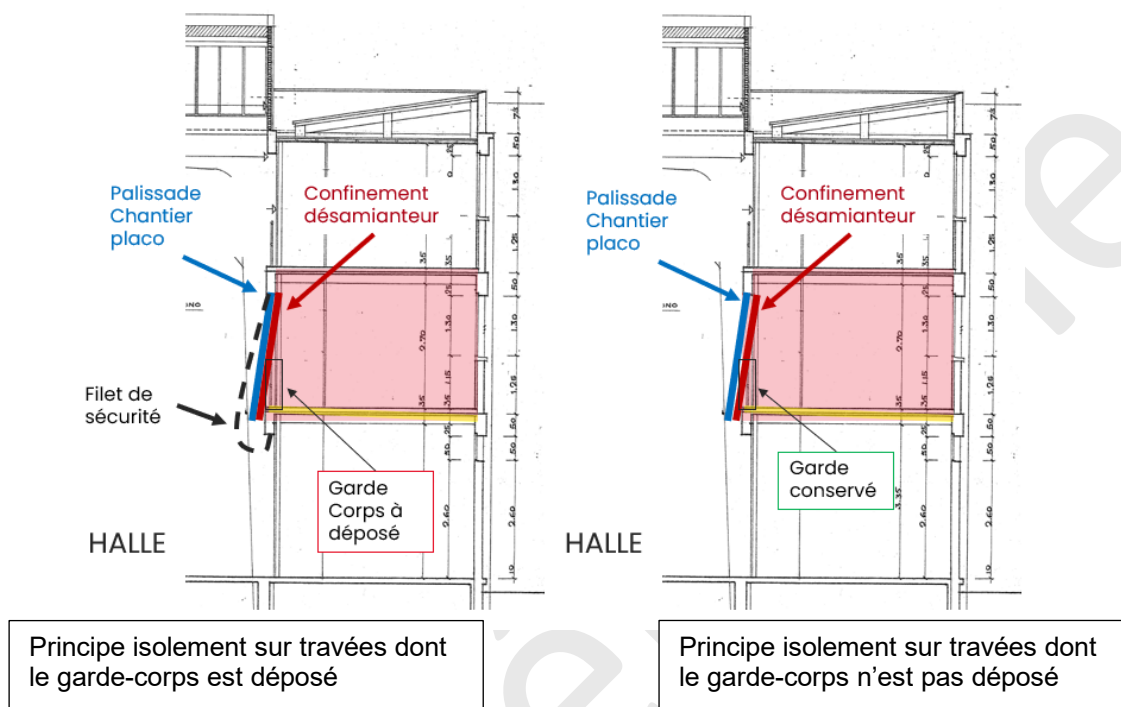


Création d'un accès au R+1 avec mise en place
d'une porte double battants (idem R+2).
Prestation réalisée par le lot 1B



4.7. ISOLEMENT DE LA ZONE DE CHANTIER

Un isolement de la zone de chantier sera créé au niveau de la circulation. **Cet isolement sera réalisé par le lot 1B**



5. DESAMIANPAGE

5.1. ETUDES SPECIFIQUES AU TRAITEMENT DE L'AMIANTE

Préambule : A la date de la présente consultation, pour réaliser les travaux de traitement de l'amiante mentionnés au 1° de l'article R.4412-94 du Code du Travail, l'Entreprise a justifié de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par un organisme certificateur.

A ce titre, l'Entreprise est réputée connaître et maîtriser les exigences réglementaires et normatives applicables lors de la réalisation des opérations qui lui sont confiées.

Par conséquent, elle s'engage à devoir respecter ces exigences sans aucune réserve.

Préalablement à son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, et afin de garantir sa complète maîtrise des techniques et des modes opératoires qu'elle mettra en œuvre pour la réalisation des travaux de traitement des MPCA identifiés, L'ENTREPRISE EST REPUTEE AVOIR RECHERCHÉ ET DISPOSER DE TOUTES LES INFORMATIONS QUI LUI SERONT NÉCESSAIRES. Notamment celles relatives à la nature des supports des MPCA identifiés et aux différents dispositifs de liaison des éléments et composants faisant l'objet de la déconstruction.

5.2. PLANS D'EXECUTION – ETUDES ANNEXES

L'Entrepreneur doit toutes les études d'exécution nécessaires à l'accomplissement de son marché. Il établira et soumettra à l'approbation du maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, les projets :

- Des plans d'installation des zones de travail précisant :
 - Le positionnement des confinements
 - L'implantation des installations de décontamination
 - L'implantation des extracteurs
 - L'implantation du groupe électrogène de secours
 - Le flux des personnels et des déchets

5.3. REDACTION ET TRANSMISSION PLAN DE RETRAIT

En complément des exigences réglementaires de l'art. R.4412-133 du CdT, et préalablement, à minima 5 jours, avant l'enregistrement prévu sur la plateforme « démat@miante » l'Entreprise TRANSMETTRA pour information le projet de plan de retrait/de démolition (PDRE)

- au maître d'ouvrage,
- au maître d'œuvre,
- au CSPS.

Au besoin, ces destinataires transmettront dans un délai de 48 heures, leurs observations à l'Entreprise rédactrice du document.

Le cas échéant, l'Entreprise prend en compte ces observations et modifie en conséquence le plan de retrait. Il sera alors communiqué aux destinataires précédemment cités.

- Préalablement au démarrage des travaux, l'Entrepreneur devra établir un plan de retrait de matériaux contenant de l'amiante, en fonction du périmètre du marché de travaux, de son évaluation des risques pour chaque processus. Il comprendra notamment :
 - Les mesures qu'il met en œuvre, par phase de travaux, pour :
 - Supprimer ou réduire l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux de toute nature,
 - Eviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux de toute nature,
 - Garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux,
 - Permettre au responsable de l'Entreprise d'établir les notices d'information destinées aux salariés intervenants.
 - Les éléments suivants :
 - La localisation de la zone à traiter,
 - Les quantités d'amiante manipulées,
 - Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés,
 - La date de commencement et la durée probable des travaux,



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 /
GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

- Le nombre de travailleurs impliqués,
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre,
- Le programme de mesures d'empoussièrement du(ou)des processus mis en œuvre,
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets,
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119,
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97,
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39,
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air,
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation,
- Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135,
- Les mesures à fin de secours de personnes en cas de blessé léger ou nécessitant les secours extérieurs,
- Les mesures de repli des installations et de restitution du site de l'opération, en précisant le cas échéant les modalités de décontamination des outillages, matériels et matériaux.

5.4. ETATS INITIAUX

L'entreprise devra faire réaliser des Etats Initiaux (à réaliser dans les 30 jours avant intervention).

5.5. VERIFICATIONS PREALABLES

En complément des dispositions précédemment mentionnées dans le présent CCTP, et en fonction de son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, et en complément des exigences spécifiques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 8 avril 2013*, l'entreprise TRANSMETTRA au maître d'ouvrage et/ou au maître d'œuvre le(les) document(s) d'enregistrement de ses contrôles

- Apportant les éléments de preuve des vérifications suivantes :
 - Le REPERAGE et la CONSIGNATION des RESEAUX susceptibles de présenter des risques lors de l'opération sous réserve des dispositions des articles R. 554-19 (I) et suivants du code de l'environnement,
 - Le MARQUAGE des MATERIAUX, composants, de tous les équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante,
 - L'EVACUATION du LIEU, le cas échéant, ou du local à traiter de tous les composants, équipements ou parties d'équipement non contaminés ou dont la présence risque de nuire au bon déroulement de l'opération, sous réserve que cette évacuation n'entraîne pas de dégradation des lieux susceptible de libérer des fibres d'amiante.
- Apportant les éléments de preuve de la réalisation des dispositifs et/ou des moyens suivants :
 - Le repérage et l'identification de tous les réseaux non consignés situés sur ou dans les sols, parois, plafonds ou de tous les équipements concernés par l'opération,
 - La mise en place des réseaux d'alimentation et de rejets spécifiques adaptés aux besoins de l'opération,
 - L'installation de l'éclairage de la zone de travail.

Ces éléments participent au point d'arrêt de fin de préparation

L'entreprise devra s'assurer de l'opérationnalité :

- Du personnel intervenant sur le chantier,
- Des équipements et matériels mis en œuvre.

Toutes les conséquences inhérentes aux éventuels défauts d'opérationnalité seront alors imputables à l'entreprise.

L'entreprise apportera la preuve du respect des dispositions d'accueil à la sécurité qu'elle a mis en place pour tout le personnel œuvrant sous sa responsabilité, notamment l'information aux travailleurs relative aux notices de poste produites par l'entreprise pour chaque situation de travail exposant à un agent chimique dangereux tel qu'exigé à l'article R.4412-39 et R.4412-116 du Code du Travail.

5.6. RETRAIT DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

5.6.1. Détail des travaux à réaliser – Tranche ferme

Des rapports de repérage ont été réalisés par la société APAVE :

- Bâtiment D1 R+1 : rapport n° T241675558 établi le 19/03/2025
- Bâtiment D1 pièce 105 : rapport n° T241675558 établi le 19/08/2025

L'entreprise devra :

- Le traitement de l'ensemble des revêtements de sol présents dans le périmètre des travaux (sauf local 225 et sanitaires). **ATTENTION CERTAINES ZONES COMPORTENT PLUSIEURS EPAISSEURS DE REVETEMENT DE SOL. LE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DE CES REVETEMENTS EST COMPRIS DANS LE PRESENT MARCHE**
- Le traitement de la colle de sol présente dans le périmètre des travaux (sauf local 225 et sanitaires)
- Le traitement des cloisons en amiante ciment présentes dans le périmètre des travaux. **On entend par cloison l'ensemble du complexe permettant la séparation entre 2 pièces. Ces cloisons peuvent comporter plusieurs couches de matériaux, voire plusieurs plaques amiante ciment. L'entreprise sera rémunérée au m² de cloison traitée.**
- Le traitement des plaques amiante ciment situées au niveau du plafond des sanitaires

Afin de satisfaire les objectifs du projet, l'entreprise devra également :

- La dépose et le traitement en déchets amiantés des pieds de cloisons et murs laissés en place

5.6.1.1. Synthèse des produits et des matériaux contenant de l'amiante

Localisation	Matériaux Contenant de l'Amiante	Unités	Quantité
Périmètre des travaux	Revêtements de sol (multicouches)	m²	360
	Colle de revêtement de sol et ragréage	m²	360
Périmètre des travaux	Cloisons amiante ciment	m²	140
Sanitaires	Plaques amiante ciment (ponctuellement au plafond)	U	5

5.6.1.2. Contraintes particulières relatives au traitement du local 225

Le traitement du local 225 devra faire l'objet d'une étude spécifique pour la mise en place de l'isolement, du confinement et des garde-corps provisoires.

L'entreprise devra prendre en compte la complexité d'accès et devra décrire de quelle manière elle prévoit d'intervenir (utilisation de nacelle, mise en place d'échafaudages...)

Attention : l'intervention en zone RDC sous le local 225 est à limiter au maximum



Isolement et confinement à prévoir en partie par l'extérieur.



L'entreprise devra prévoir la mise en place de garde-corps au niveau des plaques à déposer le temps de son intervention.

Phasage à prendre en compte sur cette zone :

- Mise en place d'un confinement par l'extérieur au niveau des plaques à déposer.
- Mise en place de garde-corps provisoires qui assureront la sécurité contre les chutes lorsque les plaques auront été déposées.
- Mise en place d'un isolement extérieur
- Protection des surfaces non décontaminables par l'intérieur
- Dépose des plaques amiante ciment
- Analyses pour adaptation des APR lors de l'examen visuel
- Examen visuel 1ère étape
- Mesures de 1ère restitution
- Dépose du confinement et protection des surfaces non décontaminables.
- Examen visuel 2ème étape
- Analyse de fin de chantier CEA
- Dépose de l'isolement
- **Intervention d'une entreprise extérieure (à la charge du CEA) pour mise en place de nouveaux panneaux**
- **Dépose des garde-corps provisoires**

5.6.2. Travaux de désamiantage correspondants à la Tranche Optionnelle 1

Les travaux de rénovation du R+1 nécessitent le déplacement des différentes baies informatiques.

Un déplacement provisoire sera réalisé pour ne pas contraindre la présente opération, mais la destination finale de ces équipements est le local 105 ;

Il est envisagé de procéder au désamiantage de ce local avant déplacement des installations.

Localisation	Matériaux Contenant de l'Amiante	Unités	Quantité
Local 105	Revêtements dalles de sol	m ²	30
	Colle de revêtement de sol et ragréage	m ²	30
	Plaques amiante ciment	m ²	10
	Mastic vitrier sur fenêtre	u	2
	Mastic vitrier sur porte	u	1

5.6.3. Moyens de protections collectives

La situation de l'opération (mitoyenneté avec des zones en activité) a incité le Maître d'Ouvrage à exiger des moyens de protections collectives minimales.

L'entreprise devra, et quel que soient ses retours d'expérience, à minima, mettre en place des moyens de protection collectives pour la réalisation d'opérations de niveau 2 tels que définis dans l'arrêté du 8 avril 2013.

En complément de ces dispositions, l'entreprise devra obligatoirement mettre en place un isolement étanche de la zone de travail, de manière à empêcher toute migration de fibres jusqu'à la réalisation des analyses de fin de chantier du CEA. Un test fumé sera réalisé (point d'arrêt) pour contrôle de l'étanchéité.

A la suite de la validation du test de fumée, l'entreprise pourra procéder à la réalisation du confinement proprement dit (protection de l'ensemble des surfaces non décontaminables et mise en place de l'ensemble des équipements tels que définis dans l'arrêté du 8 avril 2013).

Le dispositif d'isolement ne pourra pas être déposé avant la réception des rapports des analyses de Fin de Chantier.

Intervention au R+1

L'entreprise devra prendre en compte les difficultés de mise en place de l'isolement au niveau des 2 escaliers en colimaçon ainsi qu'au niveau de la pièce 225 (voir spécificité §5.6.3)

Intervention au Rdc – pièce 105 :

L'entreprise devra prendre en compte les contraintes liées à la proximité de la passerelle d'accès qui restera ouverte au public (mise en place d'un isolement rigide au niveau des fenêtres à déposer, prise en compte des difficultés de calfeutrement ; passage de câbles...).

Attention accès uniquement par extérieur. Pas d'accès par l'intérieur. Travail hors local 105 à limiter au strict nécessaire.

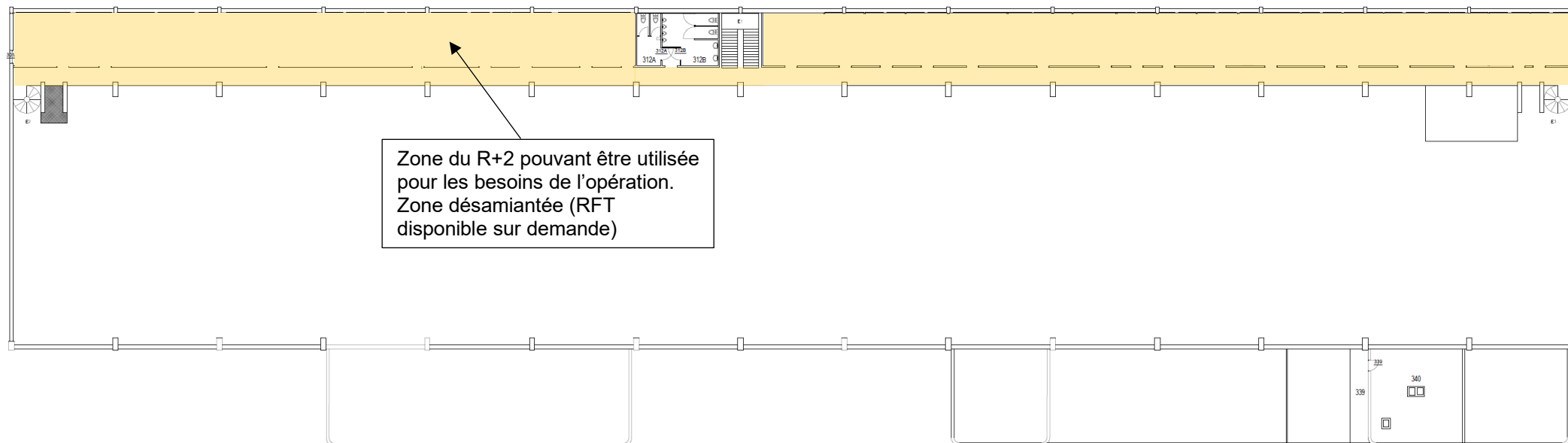
5.6.4. Installation de chantier et phasage des travaux :

Le phasage des travaux et la mise en place des installations nécessaires au désamiantage sont laissés à l'initiative de l'entreprise.

L'entreprise devra détailler, dans son mémoire technique, le phasage de l'opération ainsi que l'implantation des installations.

A noter que le niveau R+2 peut être utilisé pour les besoins de l'opération.

Plan du R+2 pouvant être utilisé pour les besoins de l'opération :

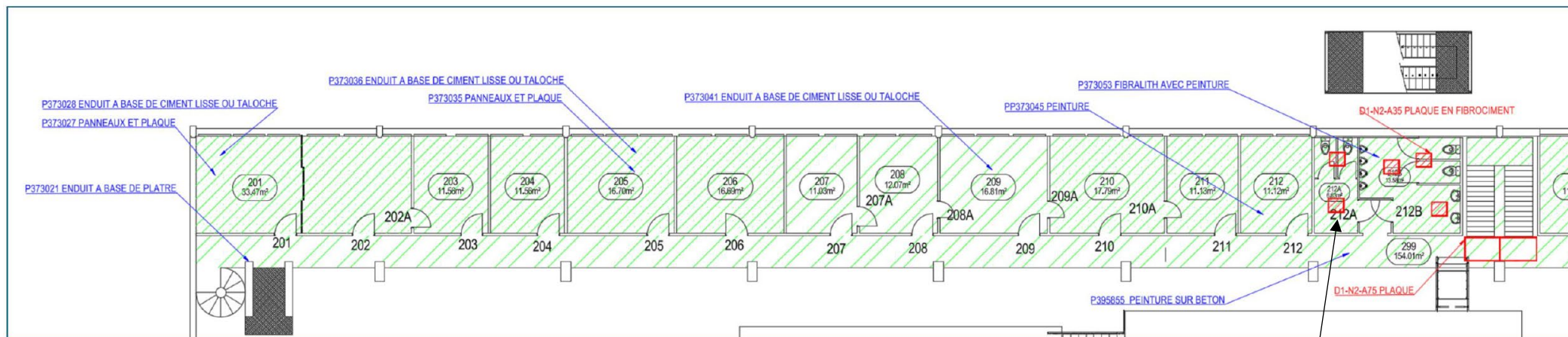


5.6.5. SITUATION DES MATERIAUX A DEPOSER

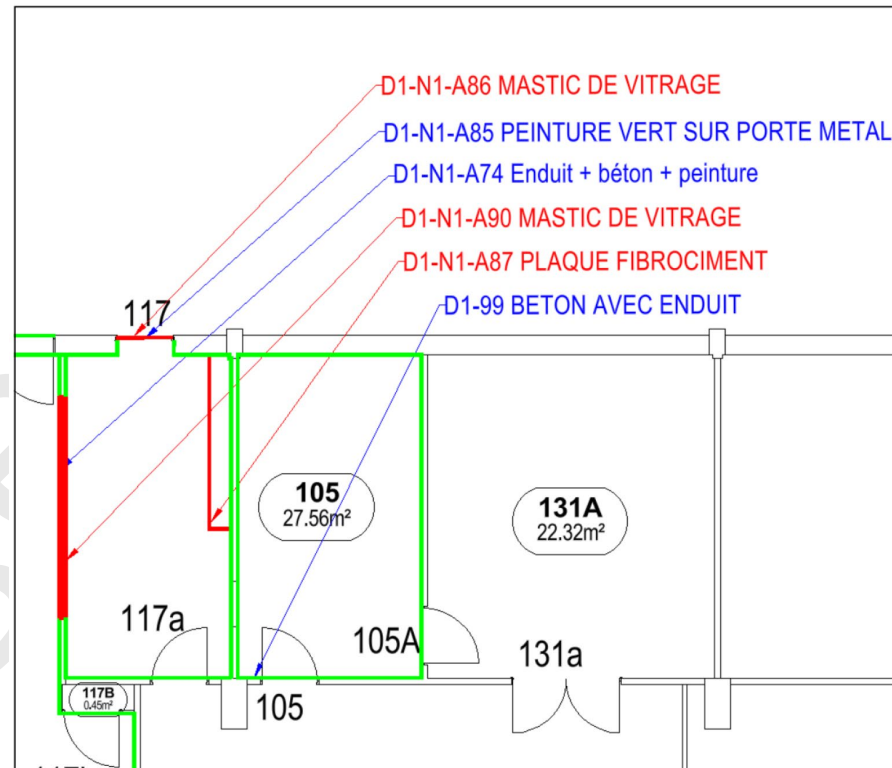
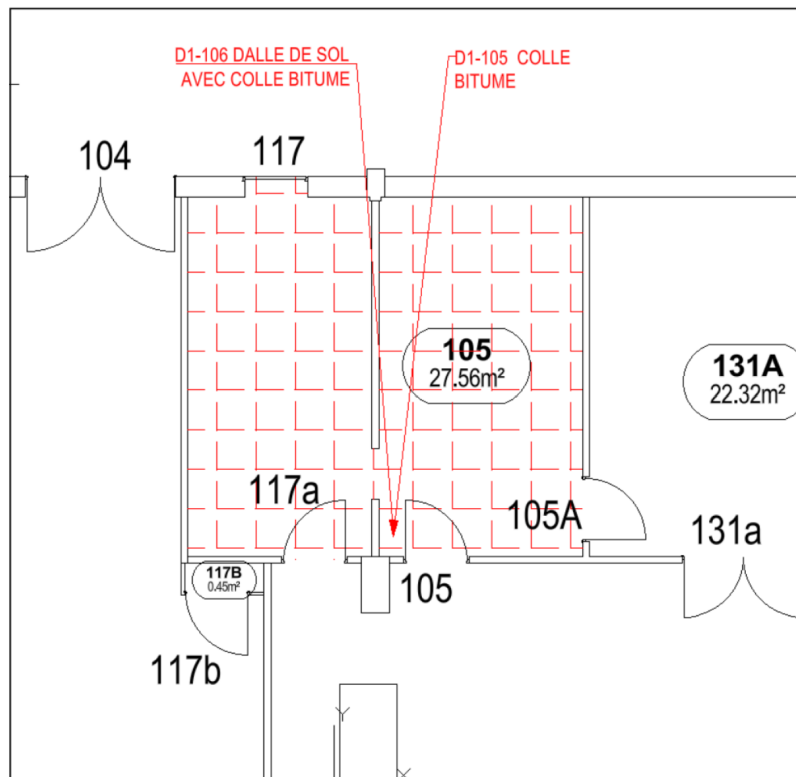
Niveau R+1 :







Plaques amiante ciment à
déposer dans les sanitaires

Niveau Rdc – pièce 105 :



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 /
GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

5.7. PROGRAMME ET MODALITES DE MESURAGE DES EMPOUSSIEREMENTS

Durant cette phase, l'entreprise devra organiser la mise en œuvre des différents mesurages prévus lors de l'opération.

L'entreprise fera appel à un organisme accrédité tel que mentionné à l'article R.4412-103 du Code Travail pour la totalité des mesurages prévus lors de l'opération.

Selon ses choix techniques et son organisation des opérations de traitement des MPCA identifiés, et afin de disposer des informations nécessaires à l'évaluation et la détermination du niveau d'empoussièrement, l'entreprise communiquera à l'organisme :

- Les processus qu'elle prévoit de mettre en œuvre,
- Toute autre phase opérationnelle présentant un risque d'exposition à l'amiante, inhérente à la réalisation des opérations qu'elle s'est engagée à réaliser.

L'entreprise FERA PROCEDER aux MESURAGES qui lui seront nécessaires, notamment

- Des chantiers TEST et/ou de VALIDATIONS, tel que mentionné à l'article R.4412-126 du Code du travail à l'assurance qui lui incombe, de veiller au RESPECT de la VLEP pour l'ensemble de ses travailleurs exposés, tel que mentionné à l'article R.4412-104 du Code du Travail.

Selon ses choix techniques et son organisation des opérations de traitement des MPCA identifiés, et afin de garantir :

- Que pour chaque situation de travail mise en œuvre (processus ou autre phase opérationnelle),
 - Le niveau d'empoussièrement qu'elle a estimé dans son DUER ne soit pas dépassé,
 - L'absence de pollution des bâtiments, équipements, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels les opérations sont réalisées.
- L'entreprise FERA PROCEDER aux MESURAGES suivants :
 - Mesurages, une fois par semaine et par processus mis en œuvre et par phase opérationnelle (hors processus), au titre de la SURVEILLANCE du NIVEAU d'EMPOUSSIEREMENT attendu au poste de travail, tel que mentionné implicitement aux articles R.4412-114 et R.4412-115 du Code du Travail.
 - Mesurages, une fois par semaine et pour chaque zone de travail, au titre de la SURVEILLANCE de l'ABSENCE de DISPERSION de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, tel que mentionné à l'article R.4412-128 du Code du Travail.

Selon ses choix techniques et son organisation des opérations de traitement des MPCA identifiés, et afin de garantir la maîtrise du niveau d'empoussièrement autorisant la poursuite des opérations conformément aux dispositions retenues, l'entreprise FERA PROCEDER aux MESURAGES suivants :

- Mesurage de l'ÉTAT INITIAL, tel que mentionné à l'article R.4412-127 du Code du Travail,
- Mesurage de 1ère RESTITUTION (ou libératoire) pour chaque zone de traitement, tel que mentionné au 3° de l'article R.4412-140 du Code du Travail et du 2° de l'article 12 de l'arrêté du 8 avril 2013.
- Mesurage de FIN de CHANTIER (après le repli complet de tous les moyens et/ou équipements spécifiques de gestion du risque amiante et de tous les déchets), permettant de garantir un empoussièrement inférieur au seuil de 5 f/l et s'assurer de l'absence de risque lors des opérations de déconstruction.

En complément des exigences mentionnées à l'article R.4412-103 du Code du Travail, l'entreprise

- Conviendra avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre d'une VISITE du SITE de l'opération afin que l'organisme accrédité puisse disposer des informations complémentaires qu'il estime nécessaires à la réalisation de sa mission,
- Transmettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre l'ensemble des DONNEES UTILES qu'il a communiquées à l'organisme accrédité,
- Transmettra sans délai au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le(les) PROJET(s) de STRATEGIES d'ECHANTILLONNAGE établi(s) par l'organisme accrédité.
- Transmettra le cas échéant, les avis et/ou OBSERVATIONS émis à la suite de la consultation du médecin du travail de l'entreprise et du CSE de l'entreprise sur le(s) projet(s) de stratégie d'échantillonnage.

Relativement aux mesurages programmés, l'entreprise transmettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre

- Le calendrier prévisionnel des prélèvements,
- Le délai convenu avec l'organisme accrédité de remise des résultats du comptage à la suite des prélèvements, des rapports finaux.



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 /
GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

5.8. POINTS D'ARRET

5.8.1. Point d'Arrêt Isolation PAI

L'entreprise devra mettre en place un isolement étanche de la zone de travail. Cet isolement devra être indépendant du dispositif de confinement et sera maintenu jusqu'à la réception du rapport des mesures de Fin de Travaux organisées par le Maître d'Ouvrage.

Un contrôle du calfeutrement sera réalisé par l'entreprise et en présence du MOE et/ou MOA. Il donnera lieu à l'établissement, par l'Entrepreneur, d'un procès-verbal d'essai transmis à la MOE et/ou MOA.

L'isolement / calfeutrement fera l'objet d'un point d'arrêt qui sera levé par la réalisation d'un test fumé en présence du MOA, MOE, CSPS et représentant de l'entreprise sur le site.

Ce point d'arrêt validera ou non l'autorisation de mise en œuvre du confinement

L'inspection comprendra au moins les contrôles suivants :

- Inspection visuelle du calfeutrement général de la zone de travail
- Inspection visuelle des calfeuttements de l'ensemble des ouvertures, passages de gaines et canalisations diverses rencontrées
- Mise en œuvre d'un test de fumée, à l'aide d'un générateur de fumée à débit réglable et pouvant être utilisé, après préchauffage, déconnecté du secteur pour s'assurer de la parfaite étanchéité entre l'intérieur et l'extérieur de la zone de travail.

L'entreprise devra impérativement mettre en place des « bulles de vision » aménagées et disposées judicieusement dans les parois et cloisons pour laisser un champ de vision maximum des zones de travaux depuis les zones non confinées. Le cas échéant l'entreprise devra recourir à l'utilisation de caméras pour les zones non observables depuis les bulles de vision.

5.8.2. Point d'Arrêt Confinement PACI

A l'appui de sa demande de levée de point d'arrêt, pour chaque zone, l'entreprise fournira sa fiche d'autocontrôle renseignée. Le PAC est nécessairement réalisé en présence du MOA ou du MOE et l'entreprise ne peut continuer les travaux tant que le point d'arrêt n'a pas été validé par le MOA ou son représentant.

Seront contrôlés les points suivants :

- L'état général du confinement, son étanchéité, l'étanchéité des tunnels de décontamination, leur efficacité
- La valeur de la dépression avec enregistreur permanent graphique – a minima 15 Pa sont demandés en fonctionnement normal ;
- Le basculement sur unité(s) déprimogène(s) de secours en cas de panne sur unité(s) déprimogène(s) normale(s) et chute de la dépression en dessous de 12 Pa
- Le cas échéant, le démarrage automatique du groupe électrogène de secours sous 30 secondes en cas de rupture d'alimentation électrique principale
- Le bon fonctionnement du transpondeur téléphonique ;
- Le débit des unités et le renouvellement d'air de la zone confinée
- Le fonctionnement des douches (alimentation en ECS) et de la filtration des eaux
- L'état d'encrassement des filtres aussi bien sur l'air que sur l'eau
- La présence de la mesure contrôlée de la dépression et les systèmes d'alerte et d'alarme
- La possibilité d'accès des secours en zone
- Les moyens de lutte contre l'incendie
- Le fonctionnement du compresseur d'air

L'entreprise veillera à apporter sur le site, les appareils nécessaires à la réalisation de ces contrôles : générateurs de fumée, anémomètres, luxmètre, un équipement complet pour « visiteurs » au minimum.

L'étanchéité du confinement sera validée par un test fumée :

- Unités déprimogènes à l'arrêt : des fumées seront générées à l'intérieur du confinement, pour vérifier l'efficacité du confinement (détection de fuites)
 - Unités déprimogènes en fonctionnement : des fumées seront générées à l'intérieur du confinement pour vérifier l'efficacité du balayage par les flux d'air et identifier les entrées d'air parasites. Des fumées seront DPEI IDP 14
- 2022 03 04 Ce document ne peut être diffusé ou reproduit sans l'autorisation du CEA Grenoble.

- Générées dans le premier compartiment du tunnel personnel et du tunnel matériels/déchets pour s'assurer, d'une part de la parfaite étanchéité des tunnels, ainsi que du sens du flux d'air et de l'absence de reflux d'air à l'ouverture de la porte vers l'extérieur d'autre part
- Pour mémoire, les valeurs suivantes doivent être respectées :
- Tunnel de décontamination des personnels, le taux de renouvellement d'air dans le compartiment douche de décontamination doit être supérieur ou égal à 2 volumes par minute
- Tunnel de décontamination des déchets et matériels, la vitesse moyenne de l'air doit être de 0,5 mètre par seconde sur toute la section pour les interventions en niveau 2 ou 3.
- L'entreprise doit vérifier les points suivants et apporter au MOE le rapport de contrôle associé
- Mesure du débit d'air extrait par les extracteurs (anémomètre et mesure section)
- Noter les pertes de charge indiquées sur les manomètres
- Mesurer les débits entrants par les EAR
- Mesurer les dépressions auxquelles sont soumises les EACM pour en déduire les débits correspondants
- En déduire le taux de fuite.
- Par ailleurs, l'entreprise réalise périodiquement des tests d'étanchéité de son confinement de zone durant les travaux de retrait.

5.8.3. Point d'Arrêt Déconfinement PAD – INSPECTION VISUELLE

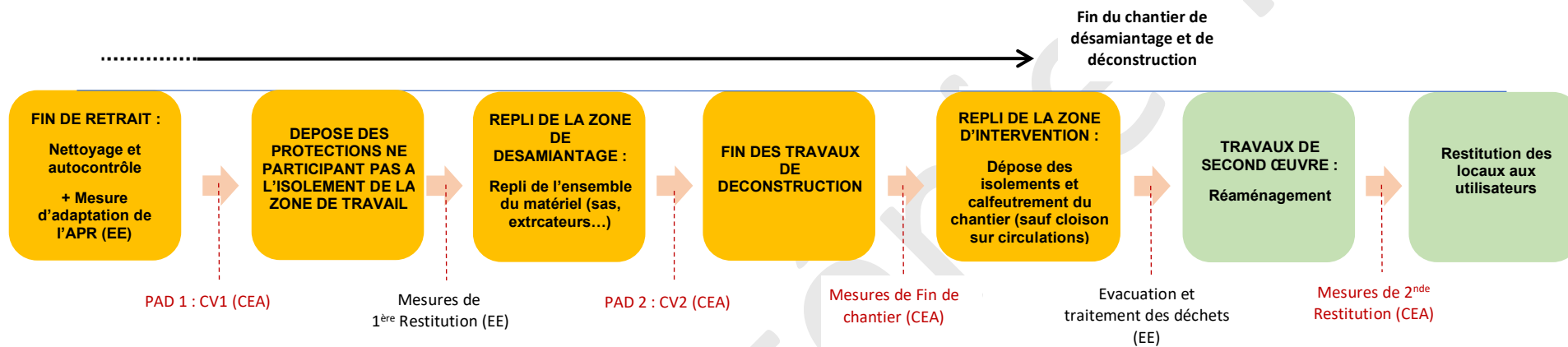
Un examen visuel est réalisé à l'issue des travaux de retrait de MPCA et avant démantèlement complet des installations de protection collectives mises en œuvre dans le cadre de la réalisation des travaux.

L'examen visuel, réalisé par un contrôleur mandaté par le MOA, est pratiqué après que l'entreprise en ait fait la demande auprès du MOA et du MOE **au moins 7 jours à l'avance**.

L'entreprise mettra à disposition du contrôleur tous moyens et équipements nécessaires à l'exécution de sa mission (accessibilité, éclairage, APR adapté, etc.), sous réserve de présentation par le contrôleur des documents adéquats (certificat médical, certificat de formation, fit test, etc.). L'examen visuel sera réalisé en présence du MOA ou de son représentant et/ou du MOE. Chaque étape ci-dessus non validée donnera lieu à une reprise du titulaire permettant de valider l'étape en question.

Dès lors, les étapes du contrôle devront être :

- Retrait MPCA réalisé et nettoyage fin exécutés - **Entreprise**;
- Autocontrôles - **Entreprise** ;
- Prélèvement et analyse d'empoussièrement avec résultat compatible pour la réalisation du contrôle visuel – **Entreprise** ;
- Examen visuel n°1 conforme ou action corrective en vue d'un nouvel examen visuel n°1 - **Entreprise / 5D INGENIERIE / APAVE** ;
- Retrait des peaux ne participant pas à l'isolement de la zone - **Entreprise** ;
- Prélèvement et analyse de première restitution avec résultat < 5 F/L - **Entreprise** ;
- Repli de l'ensemble du matériel (**maintien de l'isolement**, des palissades / des barrières de chantier et de l'interdiction d'accès au public) - **Entreprise** ;
- Examen visuel n°2 conforme ou action corrective en vue d'un nouvel examen visuel n°2 - **Entreprise / 5D INGENIERIE / APAVE** ;
- Mesure de fin de travaux au sens du GUIDE FD X 46-033 – **CEA / APAVE** ;
- Dépose des isollements pour libération aux entreprises de réhabilitation (**sauf paroi de séparation entre la circulation et le hall**) – **Entreprise** ;



5.9. GESTION DES DECHETS

Il est expressément convenu que le Maître de l'Ouvrage a confié à l'Entrepreneur l'élimination des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché (dont les matériaux contenant de l'amiante et les déchets liés au fonctionnement du chantier tel qu'équipements de protection, filtres, films de propreté, etc.).

A ce titre, il devra donc en assurer l'élimination conformément à la loi et la réglementation en vigueur.

Organisation sur la traçabilité des déchets :

Pour obtenir la traçabilité des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché, L'Entrepreneur devra soumettre, **pour avis au Maître d'œuvre**, la fiche d'identification des déchets (FID) avant envoi au centre d'élimination. Cette FID permettra au centre d'élimination de délivrer, en toute connaissance, le certificat d'acceptation préalable des déchets (CAP).

Ce certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante doit préciser la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets, les volumes et poids estimés, les types de conditionnement et leurs dimensions, et cela, par filière et par code de traçabilité.

L'Entrepreneur devra transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, dès réception, le certificat d'acceptation de prise en charge des déchets par le centre d'élimination retenu pour le projet.

Dès l'obtention des certificats d'acceptation préalable délivrés par le(ou)les centres d'élimination, l'Entrepreneur renseignera l'application TRACKDECHETS de manière à établir les BSDA nécessaires à la gestion des déchets de l'opération.

Un contrôle des BSDA sera réalisé par le Maître d'œuvre avant signature par le représentant du Maître d'Ouvrage.

L'ensemble des déchets de toute nature résultant de l'exécution du Marché (dont les matériaux contenant de l'amiante et les déchets liés au fonctionnement du chantier tel qu'équipements de protection, filtres, films de propreté, etc.) devront faire l'objet de l'établissement d'un BSDA co-signé par le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur via l'application TRACKDECHETS.

Organisation sur le transport des déchets :

L'entreprise devra informer de la date d'évacuation des déchets 15 jours avant l'arrivée du transporteur conformément à la procédure du CEA et de manière à :

- Prévenir le Bureau des Transports
- Procéder aux autorisations d'accès du transporteur

Lors de l'évacuation des déchets, un contrôle ADR sera réalisé par le bureau des transports.

Le transporteur devra ensuite passer au CRCV avant de sortir du site.

L'Entrepreneur devra assurer le transport jusqu'au lieu de traitement des déchets, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander le changement de la société effectuant les transports, notamment si celle-ci ne respecte pas la réglementation relative au transport ou si son activité provoque une gêne indue.

6. DEPLOMBAGE

6.1. ETUDES SPECIFIQUES AU TRAITEMENT DU PLOMB

Les travaux de déplombage seront exécutés suivant les Règles de l'Art et la réglementation en vigueur et notamment (liste indicative et non limitative) :

- Code du travail Articles R 4412-59 à R 4412-93 et R 4412-156 à R 4412-161
- Code de la Santé Publique
- Guide INRS ED 909

L'Entreprise établira **un plan d'intervention venant en annexe de son PPSPS** qui précisera les mesures prises contre les risques d'ingestion et d'inhalation des particules de plomb pendant les travaux. Il comprendra les éléments suivants :

- Identification des travaux ;
- Méthodes d'enlèvement matériaux contenant du plomb ;
- Mesures de protections collectives ;
- Aptitude médicale des opérateurs ;
- Équipements de protection individuelle du personnel ;
- Mode opératoire d'habillage et de décontamination du personnel ;
- Élimination des déchets et des équipements ;
- Information-formation des opérateurs ;
- Contrôle des locaux après travaux.

L'Entreprise organisera la gestion spécifique des déchets plomb :

Les déchets de plomb métallique et les métaux revêtus peuvent faire l'objet d'un recyclage. Les recycleurs doivent être informés de la présence de plomb dans les revêtements.

En fonction des différentes filières choisies, l'entreprise organisera la traçabilité des déchets (FID, CAP, BSDD)

6.2. PREPARATION

Avant démarrage des travaux de traitement des matériaux contenant du plomb, l'entreprise devra :

- Rendre le chantier inaccessible aux personnes non concernées par les opérations de déplombage,
- Délimiter et signaler les zones de travaux à risques,
- En fonction de la technique employée, mettre en place les moyens de protections collectives adaptés (isolement de la zone, sas de décontamination pour le personnel et pour la sortie des déchets, extraction d'air...),
- Mise en place d'une alimentation électrique pour les besoins des travaux,
- Mise en place d'une alimentation en eau pour les besoins des travaux,
- Aménager une zone de stockage des déchets rendu inaccessible aux personnes non concernées par l'opération.

6.3. RETRAIT DES MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB

Des rapports de repérage plomb ont été réalisés par la société APAVE :

- Bâtiment D1 R+1 : rapport n°T241675558 établi le 19/03/2025
- Bâtiment D1 pièce 105 : rapport n° T241675558 établi le 19/08/2025

6.3.1. Travaux de déplombage correspondant à la Tranche Ferme

L'Entreprise devra déposer le garde-corps présent au niveau des circulations des travées 1 à 6 du R+1.

Sur les travées 7 à 15 l'entreprise devra uniquement la dépose et la repose de la lisse basse.

La dépose complète de ces éléments est demandée (pas de déplombage avec conservation du support). Ces opérations devront être réalisées après réalisation de l'isolement de la zone de travail mais avant désamiantage (pour faciliter le traitement des dalles et colle amiantées).

Les gardes corps déposés devront être découpés au raz de la béton (tolérance 1mm).

Les lisses basses déposées sur les travées 7 à 15 devront être refixées à 1cm du sol.

6.3.2. Travaux de déplombage correspondant à la Tranche Optionnelle 1

Les travaux de rénovation du R+1 nécessitent le déplacement des différentes baies informatiques.

Un déplacement provisoire sera réalisé pour ne pas contraindre la présente opération, mais la destination finale de ces équipements est le local 105 ;

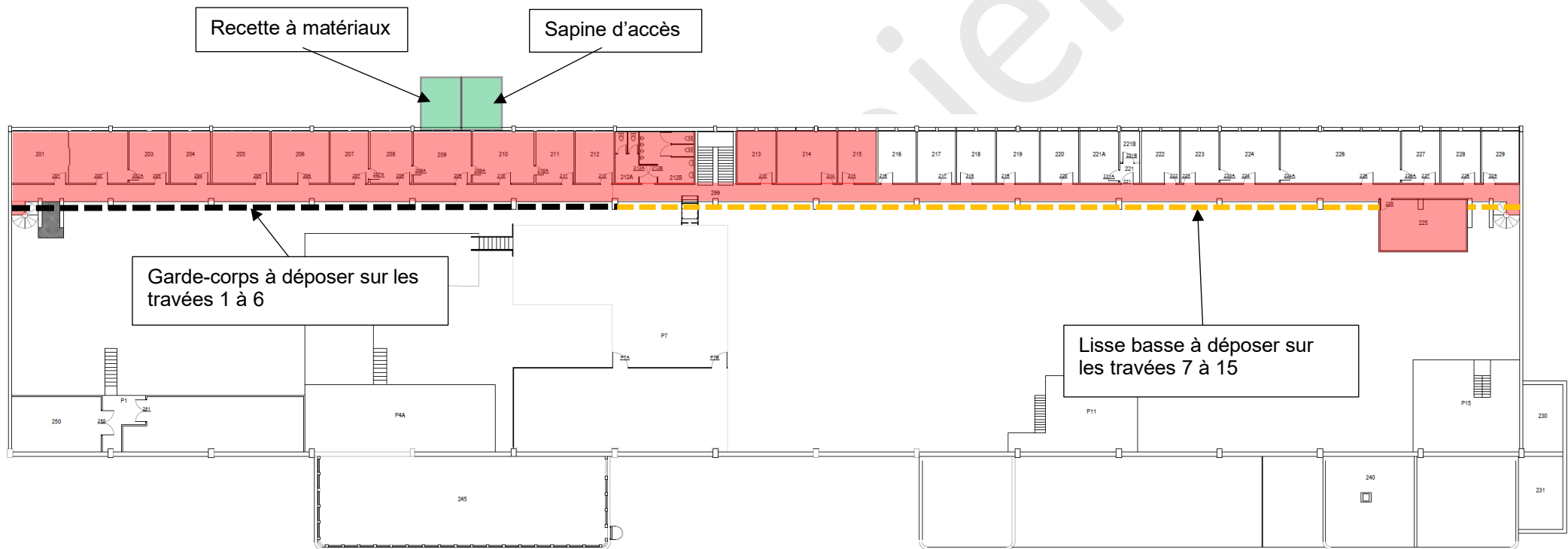
Il est envisagé de procéder à la dépose des matériaux revêtus de peinture au plomb avant déplacement des installations dans le local 105.

Local : Local 105 (RDC)

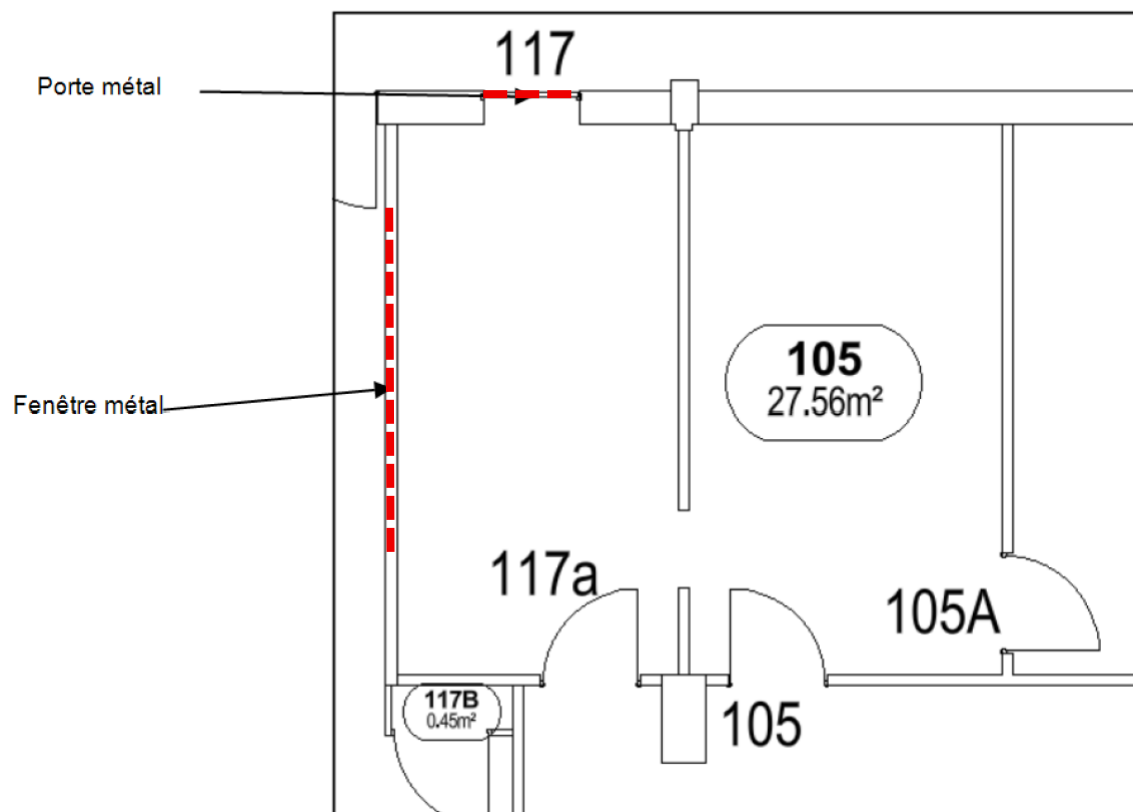
N°	Zone	Unité de repérage	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Résultats (mg/cm²)	Marge d'erreur	Observations	Photo UR
18	Fenêtre	Fenêtre Dormant extérieur	Métal	Peinture	C	1,7	0,01		
19	Fenêtre	Fenêtre Dormant intérieur	Métal	Peinture	C	1,7	0,01		
20	Fenêtre	Fenêtre Ouvrant extérieur	Métal	Peinture	C	1,7	0,01		
21	Fenêtre	Fenêtre Ouvrant intérieur	Métal	Peinture	C	1,7	0,01		
22	Porte	Porte Dormant extérieur	Métal	Peinture	C	5,9	0,01		
23	Porte	Porte Dormant intérieur	Métal	Peinture	C	5,9	0,01		
24	Porte	Porte Ouvrant extérieur	Métal	Peinture	C	5,9	0,01		
25	Porte	Porte Ouvrant intérieur	Métal	Peinture	C	5,9	0,01		

6.3.3. SITUATION DES MATERIAUX A DEPOSER

Situation des matériaux de la Tranche Ferme



Situation des matériaux de la Tranche Optionnelle 1



6.3.4. prévention de l'exposition professionnelle au plomb

Les principaux secteurs d'activité exposés au plomb sont le bâtiment, l'industrie et l'artisanat. Or, une exposition régulière au plomb peut entraîner des conséquences graves pour la santé. Le plomb et ses composés sont classés d'autre part comme toxiques pour la reproduction. Les mesures de prévention à mettre en œuvre ont pour objectif de réduire l'exposition au plomb des travailleurs au niveau le plus bas techniquement possible.

L'entreprise devra définir lors de l'évaluation des risques de l'opération, les mesures de protection collectives et individuelles à mettre en œuvre lors de ses différentes interventions et notamment lors :

- Des opérations de pré curage,
- Des opérations de traitement des matériaux contenant du plomb,
- Des opérations de curage,
- Des opérations de déconstruction.

6.3.5. MODE D'INTERVENTION

Lors des opérations de traitement de matériaux contenant du plomb :

- Utiliser des techniques produisant aussi peu de poussières que possible
- Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussière, préférer un nettoyage à l'humide)
- Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire)
- Se doucher en fin de poste.

6.3.6. CONTROLE DE L'EXPOSITION

Le Code du travail fixe pour le plomb et ses composés une valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) réglementaire contraignante de 0,1 mg/m³, à ne pas dépasser en moyenne sur 8 heures dans l'atmosphère des lieux de travail (article R. 4412-149). Le respect de cette valeur limite d'exposition professionnelle doit être considéré comme un objectif minimal de prévention. L'exposition des travailleurs doit être réduite au niveau le plus bas techniquement possible.

Les valeurs limites biologiques (VLB) réglementaires contraignantes à ne pas dépasser sont fixées à 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et à 300 µg/l de sang pour les femmes (article R. 4412-152).

Le contrôle du respect des valeurs limites réglementaires (VLEP et VLB) du plomb doit être réalisé par des laboratoires accrédités (selon les modalités prévues par 2 arrêtés du 15 décembre 2009 et selon les seuils définis dans la Norme NF X46-035).

6.4. GESTION DES DECHETS

Les déchets produits seront conditionnés au fur et à mesure de leur production.

Quelles que soient leur nature, les déchets seront conditionnés dans des emballages étanches et résistants qui porteront la mention plomb (double emballage si le conditionnement n'est pas étanche).

Les déchets produits devront être, dans la mesure du possible, évacués du site accueillant le chantier au fur et à mesure de leur production, compte tenu de leur volume et de leur poids.

Dans le cas contraire, les déchets préalablement conditionnés, doivent être stockés dans la zone de stockage spécifiquement aménagée.

L'entreprise devra respecter les dispositions réglementaires de l'ADR pour le transport des déchets.

7. DECONSTRUCTION - CURAGE

7.1. LES TRAVAUX DE DECONSTRUCTION

La zone à traiter est décomposée en différentes zones dont les prestations à réaliser sont différentes

Une partie des travaux de curage seront réalisés en amont de la phase de désamiantage afin de faciliter les interventions lors du retrait des matériaux amiantés.

Lors de ce pré-curage l'entreprise devra veiller à ne pas impacter les matériaux amiantés, et notamment laisser en place les pieds de cloisons qui seront traités dans la phase de désamiantage.

Les déposes à réaliser dans le cadre de ce pré-curage sont laissées à l'initiative du titulaire en fonction de ses besoins pour la mise en place des installations nécessaires au désamiantage (confinement, installations de décontamination, déprimogènes...)

7.1.1. Zone Bureaux – Aile Chartreuse



Le titulaire devra réaliser le curage de toute la zone de travaux.

Le niveau de curage demandé est la mise à nu complète (retour au gros œuvre), excepté pour les spécifications détaillées au présent document.

- Dépose des faux plafonds compris isolation, rails et suspentes
- Déconstruction des cloisons entre bureaux (traitées en partie dans le cadre du désamiantage)
- Dépose des portes
- Dépose de toutes les gaines, goulottes, plinthes, et habillages de finition
- Dépose des équipements et accessoires fixés sur les cloisons
- Dépose des revêtements de sol (traités dans le cadre du désamiantage).
- Dépose de l'ensemble des réseaux consignés définitivement (boîtes de dérivation, câbles, fourreaux, interrupteurs, prises, canalisations, chemins de câbles, luminaires, ...)
- Déconstruction du mur de séparation entre les bureaux et la circulation
- Dépose de tous les éléments en doublage, éléments fixés...
- Dépose de l'ensemble des revêtements de murs de type toile de verre (colle laissée en place)

Localisation	Matériaux à déposer	Unités	Quantité
Aile Chartreuse	Faux plafonds, isolation rails et suspentes	m ²	175
	Cloisons non amiantées	m ²	70
	Portes	u	18
	Equipements, réseaux, gaines, goulottes, plinthes, habillages de finition	f	1
	Mur de séparation	m ²	130
	Dépose des doublages	f	1
	Revêtement de mur (toile de verre)	f	1

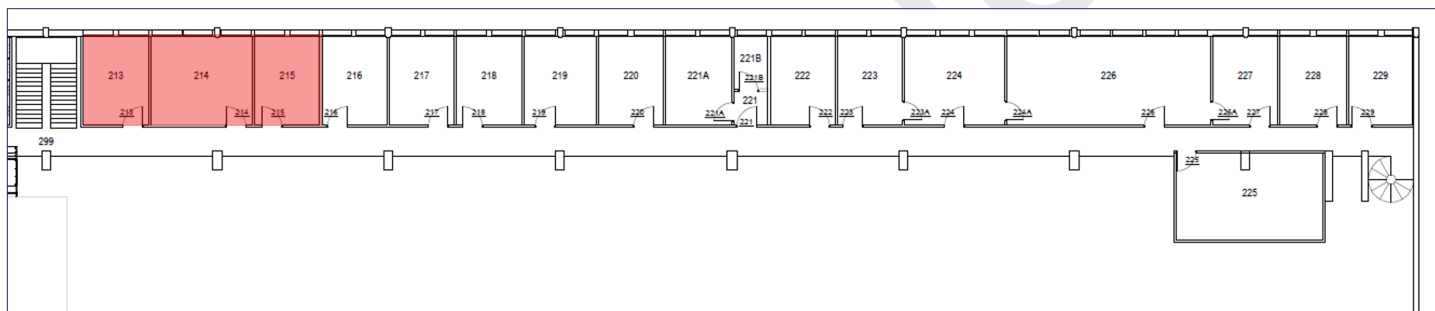
Les locaux devront être restitués :

- Vides de tout matériel et équipement dissociable
- Sans cloison ni faux plafond
- Sol brut de béton
- Fenêtres en place, avec habillages périphériques intérieurs déposés

Le titulaire devra veiller à la non-dégradation des éléments conservés listés ci-après :

- Conservation en totalité du système de chauffage (ECC), au sol, sur murs et plafonds. **Avant tout sondage ou percement de plancher, l'entreprise devra obligatoirement demander l'autorisation préalable du MOA.** L'entreprise devra prévoir dans son offre l'ensemble des sondages, reconnaissances, protections nécessaires à la sauvegarde du réseau (**compris tout supportages pour assurer la stabilité du réseau lors de la démolition du mur sur circulation**)
- Conservation des descentes d'eaux pluviales EP
- Conservation des murs périphériques du bâtiment : conservation des murs structurels (pas de ponçage des peintures et enduits qui les recouvreraient éventuellement, seule la toile de verre est à déposer),
- Conservation des menuiseries extérieures ;
- Conservation des garde-corps des escaliers et circulations (à l'exception de ceux à déposer sur l'aile chartreuse (6 premières travées)

7.1.2. Zone Bureaux – Aile VERCORS



Le titulaire devra réaliser le curage de toute la zone de travaux.

Le niveau de curage demandé est la mise à nu complète (retour au gros œuvre), excepté pour les spécifications détaillées au présent document.

- Dépose des faux plafonds, compris isolation, rails et suspentes
- Déconstruction des cloisons entre bureaux (traitées en partie dans le cadre du désamiantage- **(ATTENTION LA CLOISON ENTRE 215 et 216 CONSERVEE)**)
- Dépose de toutes les gaines, goulottes, plinthes, et habillages de finition
- Dépose des équipements et accessoires fixés sur les cloisons
- Dépose des revêtements de sol (traités dans le cadre du désamiantage).
- Dépose de l'ensemble des réseaux consignés définitivement (boîtes de dérivation, câbles, fourreaux, interrupteurs, prises, canalisations, chemins de câbles, luminaires, ...). **ATTENTION DEPOSE UNIQUEMENT DES RESEAUX QUI AURONT PREALABLEMENT ETE REPERES. CERTAINS RESEAUX SERONT CONSERVES NOTAMMENT CFO, CFA.**
- Dépose de tous les éléments en doublage, éléments fixés...
- Dépose de l'ensemble des revêtements de murs de type toile de verre

Localisation	Matériaux à déposer	Unités	Quantité
Aile Vercors	Faux plafonds, isolation rails et suspentes	m ²	40
	Equipements, réseaux, gaines, goulottes, plinthes, habillages de finition	f	1
	Dépose des doublages	f	1
	Revêtement de mur (toile de verre)	f	1



ingénierie

affaire : CEA / CCTP / Désamiantage et déconstruction du R+1 du bâtiment D1 / GRENOBLE

CCTP

V01

Date : 11/09/25

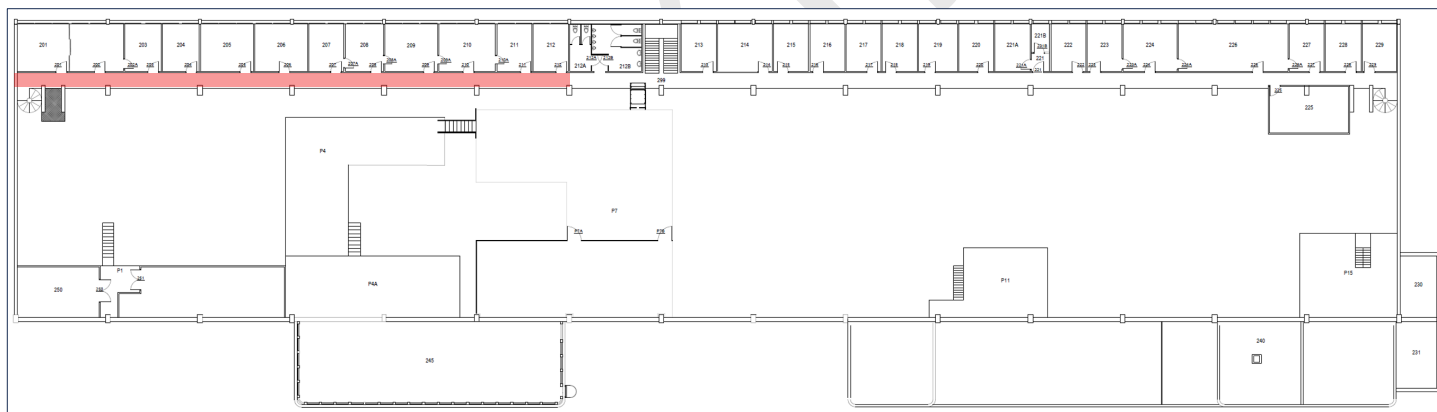
Les locaux devront être restitués :

- Vides de tout matériel et équipement dissociable
- Sans cloison ni faux plafond
- Sol brut de béton
- Fenêtres en place, avec habillages périphériques intérieurs déposés

Le titulaire devra veiller à la non-dégradation des éléments conservés listés ci-après :

- Conservation en totalité du système de chauffage (ECC), au sol, sur murs et plafonds. **Avant tout sondage ou percement de plancher, l'entreprise devra obligatoirement demander l'autorisation préalable du MOA.** L'entreprise devra prévoir dans son offre l'ensemble des sondages, reconnaissances, protections nécessaires à la sauvegarde du réseau.
- Conservation des descentes d'eaux pluviales EP
- **Conservation de certains réseaux, notamment CFO CFA**
- Conservation des murs périphériques du bâtiment : conservation des murs structurels (pas de ponçage des peintures et enduits qui les recouvreraient éventuellement, seule la toile de verre est à déposer),
- Conservation des menuiseries extérieures ;
- Conservation des portes
- Conservation des garde-corps des escaliers et circulations (à l'exception de ceux à déposer sur l'aile chartreuse (6 premières travées)
- Conservation du mur de séparation entre les bureaux et la circulation
- Conservation des portes donnant sur la circulation

7.1.3. Zone CIRCULATIONS – AILE CHARTREUSE



Le titulaire devra réaliser le curage de toute la zone de travaux.

Le niveau de curage demandé est la mise à nu complète (retour au gros œuvre), excepté pour les spécifications détaillées au présent document.

- Dépose des revêtements de sol et plinthes (traités dans le cadre du désamiantage).
- Dépose de l'ensemble des réseaux consignés définitivement (boîtes de dérivation, câbles, fourreaux, interrupteurs, prises, canalisations, chemins de câbles, luminaires, ...)
- Dépose du garde-corps sur les 6 premières travées (traité dans le cadre du déplombage)
- Dépose de tous les éléments en doublage, éléments fixés...
- Dépose de l'ensemble des revêtements de murs de type toile de verre

Localisation	Matériaux à déposer	Unités	Quantité
Circulation aile Chartreuse	Equipements, réseaux, gaines, goulottes, plinthes, habillages de finition	f	1
	Dépose des doublages	f	1
	Revêtement de mur (toile de verre)	f	1

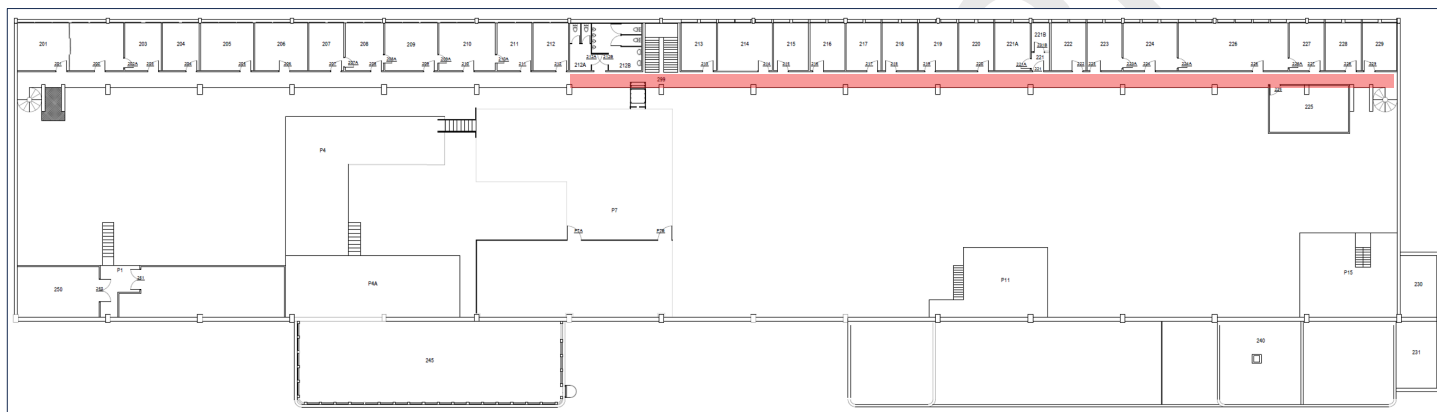
Les locaux devront être restitués :

- Sol brut de béton

Le titulaire devra veiller à la non-dégradation des éléments conservés listés ci-après :

- Conservation en totalité du système de chauffage (ECC), au sol, sur murs et plafonds. **Avant tout sondage ou percement de plancher, l'entreprise devra obligatoirement demander l'autorisation préalable du MOA.** L'entreprise devra prévoir dans son offre l'ensemble des sondages, reconnaissances, protections nécessaires à la sauvegarde du réseau (**compris tout supportages pour assurer la stabilité du réseau lors de la démolition du mur sur circulation**) ;
- Conservation des descentes d'eaux pluviales EP
- Conservation du réseau d'air comprimé
- Conservation des murs de la cage d'escalier et le revêtement de sol de l'escalier
- Conservation des garde-corps des escaliers et circulations (à l'exception de ceux à déposer sur l'aile chartreuse (6 premières travées)

7.1.4. Zone CIRCULATIONS – AILE VERCORS



Il n'est pas prévu de curage sur cette zone hormis :

- Dépose des revêtements de sol et plinthes (traités dans le cadre du désamiantage).
- Dépose et repose de la lisse basse du garde-corps sur les travées 7 à 15.

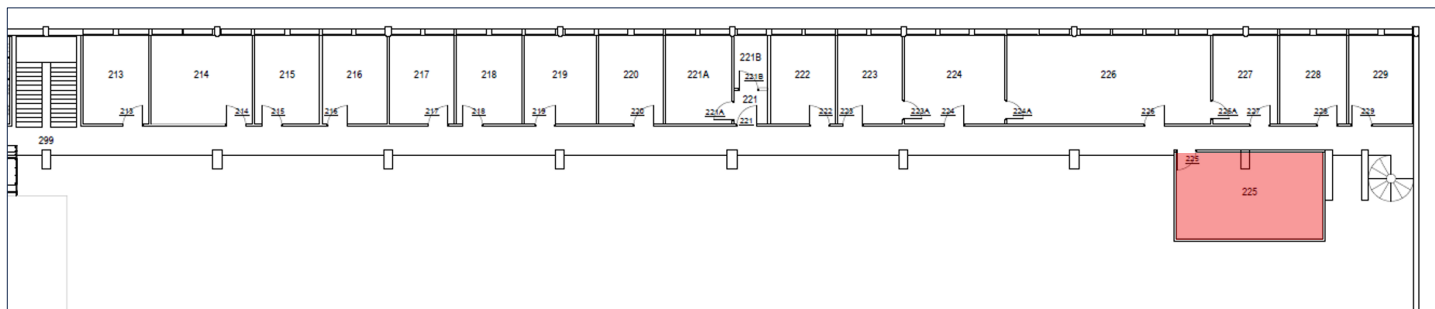
Les locaux devront être restitués :

- Sol brut de béton

Le titulaire devra veiller à la non-dégradation des éléments conservés listés ci-après :

- Conservation en totalité du système de chauffage (ECC), au sol, sur murs et plafonds. **Avant tout sondage ou percement de plancher, l'entreprise devra obligatoirement demander l'autorisation préalable du MOA.** L'entreprise devra prévoir dans son offre l'ensemble des sondages, reconnaissances, protections nécessaires à la sauvegarde du réseau.
- Conservation des descentes d'eaux pluviales EP
- Conservation du réseau d'air comprimé
- Conservation des murs de la cage d'escalier et le revêtement de sol de l'escalier
- Conservation du mur de séparation entre les bureaux et les circulations côté aile VERCORS
- Conservation des garde-corps des escaliers et circulations (à l'exception de ceux à déposer sur l'aile chartreuse (6 premières travées)

7.1.5. Zone LOCAL 225



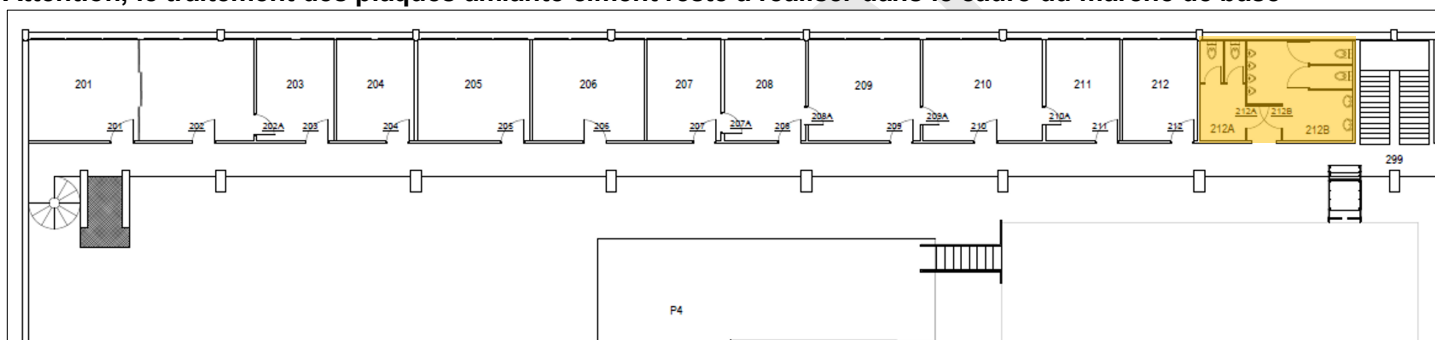
Le titulaire devra déposer uniquement les plaques en amiante ciment présentes en périphérie du local. Pour cela l'entreprise devra prévoir la dépose du cloisonnement existant entre la circulation et le local 225. Aucune autre dépose n'est à prévoir.

L'ensemble des équipements sont à protéger et à conserver.

7.1.6. Zone SANITAIRES - OPTION

L'entreprise devra chiffrer la déconstruction / curage de la zone sanitaires en option.

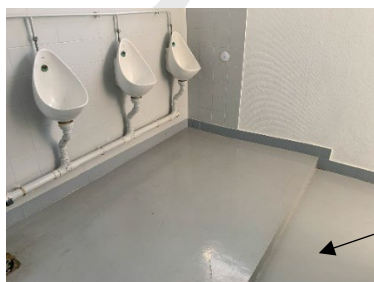
Attention, le traitement des plaques amiante ciment reste à réaliser dans le cadre du marché de base



Le titulaire devra réaliser le curage de toute la zone de travaux.

Le niveau de curage demandé est la mise à nu complète (retour au gros œuvre), excepté pour les spécifications détaillées au présent document.

- Dépose des faux plafonds, compris rails et suspentes
- Déconstruction des cloisons entre sanitaires
- Dépose des portes
- Dépose de toutes les gaines, goulottes, plinthes, et habillages de finition
- Dépose d'équipements et accessoires fixés sur les cloisons (lavabos, WC, robinets, ...)
- Dépose de l'ensemble des réseaux consignés définitivement (boîtes de dérivation, câbles, fourreaux, interrupteurs, prises, canalisations, chemins de câbles, luminaires, ...)
- Dépose de l'ensemble des faïences murales
- Dépose de l'ensemble des revêtements de murs de type toile de verre
- Démolition des réhausses maçonnées existantes



Réhausses
maçonnées à démolir

Localisation	Matériaux à déposer	Unités	Quantité
Sanitaires	Faux plafonds, isolation rails et suspentes	m ²	25
	Cloisons non amiantées	m ²	42
	Portes	u	6
	Equipements, réseaux, gaines, goulottes, plinthes, habillages de finition	f	1
	Dépose des doublages	f	1
	Revêtement de mur (faïence, toile de verre)	f	1
	Socles maçonnés	f	1

Les locaux devront être restitués :

- Vides de tout matériel et équipement dissociable
- Sans cloison ni faux plafond
- Sol existant conservé (carrelage revêtu de résine/peinture) sauf réhausses maçonnées à démolir
- Fenêtres en place, avec habillages périphériques intérieurs déposés

Le titulaire devra veiller à la non-dégradation des éléments conservés listés ci-après :

- Conservation en totalité du système de chauffage (ECC), au sol, sur murs et plafonds. **Avant tout sondage ou percement de plancher, l'entreprise devra obligatoirement demander l'autorisation préalable du MOA.** L'entreprise devra prévoir dans son offre l'ensemble des sondages, reconnaissances, protections nécessaires à la sauvegarde du réseau.
- Conservation des descentes d'eaux pluviales EP
- Conservation du réseau EU, EP et ventilations de chute
- Murs périphériques du bâtiment : conservation des murs structurels (pas de ponçage des peintures et enduits qui les recouvreraient éventuellement), retrait de tous les éléments en doublage, éléments fixés...
- Conservation des menuiseries extérieures ;
- Conservation du mur de séparation entre les sanitaires et la circulation

7.1.7. Contraintes particulières relatives au traitement des sanitaires :

Cas de figure ou la tranche optionnelle n'est pas affirmée :

L'entreprise devra la mise en place de protections étanches sur l'ensemble des appareils sanitaires (urinoirs, lavabos, WC et chauffe-eau). Cette protection devra rester après intervention et désamiantage

L'entreprise devra intégrer le fait que quelques adaptations pourront être faites selon les options de travaux retenues dans les sanitaires.

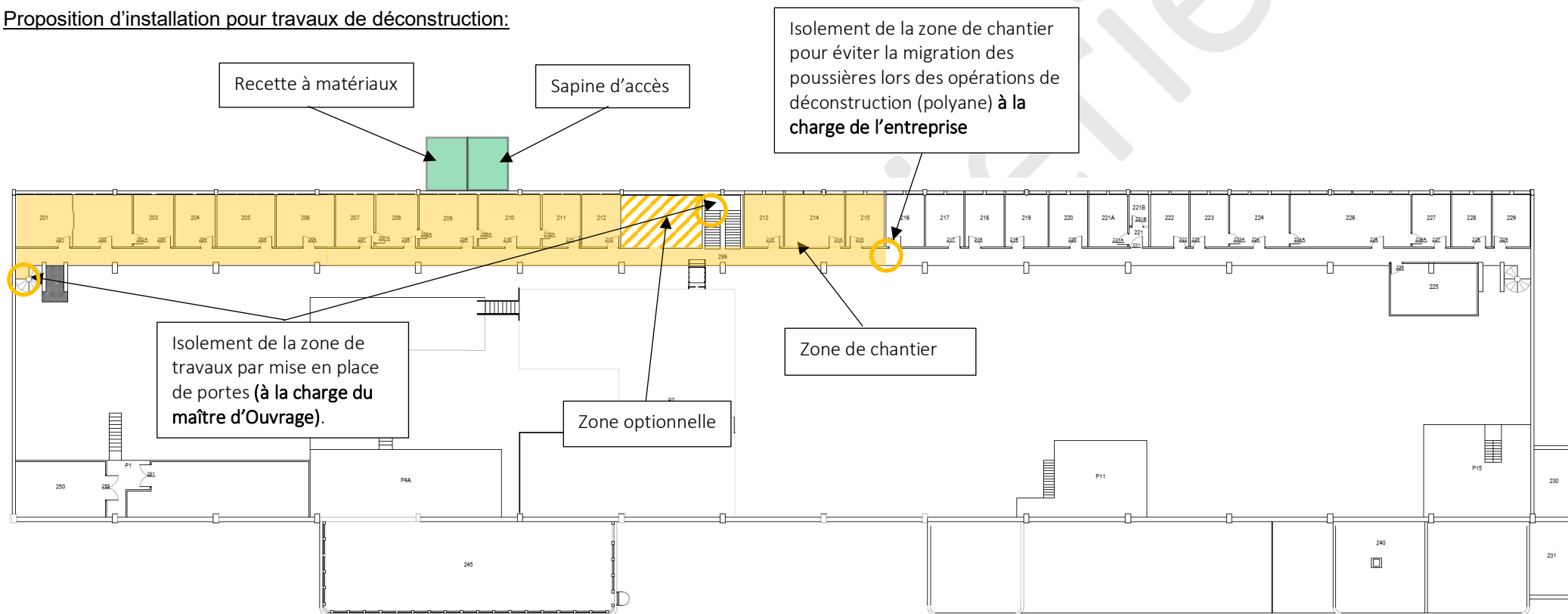
7.2. LA GESTION DES DECHETS

L'entreprise devra obligatoirement utiliser la recette à matériaux pour assurer l'évacuation des déchets de la zone de travail. L'entreprise devra assurer l'évacuation des déchets vers des filières permettant leur revalorisation.

L'ensemble des frais inhérents à la gestion de ces déchets est à la charge de l'entreprise.

7.3. INSTALLATION DE LA ZONE DEDIEE AUX TRAVAUX DE CURAGE

Une proposition d'installation est présentée ci-dessous

Proposition d'installation pour travaux de déconstruction:

8. RECEPTION – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

8.1. RECEPTION

La réception sera prononcée, conformément au projet marché, après achèvement des travaux, repli du chantier et remise de la totalité des documents.

8.2. DOE – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

Le titulaire doit la fourniture d'un RFT conformément à la réglementation (Art. R. 4412-139 du code du travail) comportant tous les éléments justifiant de la bonne réalisation des travaux demandés, dont notamment :

- Les plans de récolement indiquant clairement les zones traitées avec mention des MPCA déposés et MPCA maintenus en place permettant la mise à jour du DTA ;
- L'ensemble des procès-verbaux des contrôles visuels avant et après déconfinement ;
- Les CAP et les BSDA certifiées conformes des matériaux amiantés et des déchets dangereux ;
- Les FID, les BSD et le tableau récapitulatif avec détail et sommes des tonnages évacués par type de déchet ;
- Les originaux des BSDA non utilisés ;
- Le PDRE ainsi que ses additifs ;
- L'ensemble des résultats de mesure META avec fiches de prélèvements et bordereaux d'analyses ;
- Le tableau récapitulatif de l'ensemble des mesures META et MES réalisées, avec indication des résultats ;
- Pour chaque zone, les éventuels dépassements de seuils (dates, type, fiche de non-conformité, fiche d'exposition accidentelle) et mesures correctives (dates, type, fiche d'action corrective) et reprises d'activité (dates) ;
- Les éventuels procès-verbaux des états des lieux avant et après travaux ;
- Les attestations d'assurance et de certification de l'entreprise ;
- Les procès-verbaux de contrôles des installations électriques temporaires et d'adduction d'air neuf le cas échéant
- Les procès-verbaux des éventuelles consignations électriques réalisées ;
- Les échanges éventuels avec les organismes de contrôles et de prévention (CRAMIF / CARSAT, DIRRECTE, OPPBTP, etc.).